www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIV N° 64 ◆ LE MARDI 25 MARS 2003 ◆ 87¢ + TAXES = 1$

Ted Moses accorde son appui au PQ

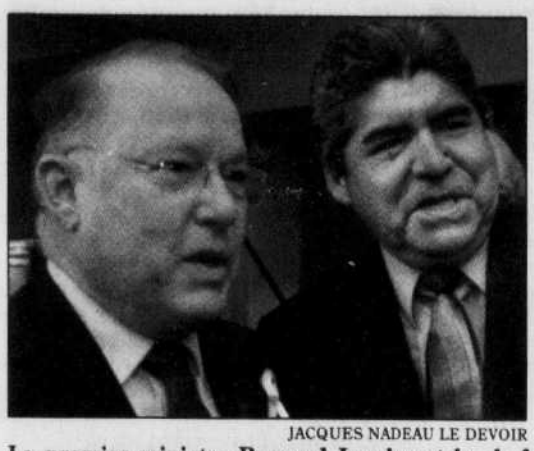
Un geste historique, du grand chef cri, signataire de la «Paix des braves»

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

«*Il va avoir mon vote!*» Pour la première fois dans l'histoire du Québec, le grand chef du Grand Conseil des Cris, Ted Moses, a officiellement appuyé hier en soirée la candidature de Bernard Landry au poste de premier ministre du Québec. Un geste symbolique mais «*cohérent*», selon le Parti québécois.

«*J'appuie Bernard Landry* [...] *mon ami et mon frère* [...] *et je vais recommander à mon peuple de soutenir le député actuel d'Ungava, Michel Létourneau*», a lancé M. Moses dans la langue de Shakespeare lors d'un bref point de presse organisé au Club Saint-Denis — un club privé — de la rue Sherbrooke à Montréal. À ses côtés, sur fond de boiseries, le premier ministre était aux anges.

VOIR PAGE A 8: **MOSES**



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le premier ministre Bernard Landry et le chef cri Ted Moses, hier, à Montréal.

ÉLECTIONS 2003

À lire en pages A 2, A3 et A 4

- **Le PLQ veut réduire les impôts de cinq milliards en cinq ans**
- **Dumont abandonne la question constitutionnelle à ses enfants**
- **Le PQ ajoutera 22 millions pour aider les familles**

FALEH KHEIBER REUTERS

Des Irakiens manifestent leur joie près d'un hélicoptère américain capturé hier à Karbala, au sud-ouest de Bagdad.

Hussein nargue Bush

■ *Le régime ne s'effondre pas de lui-même, comme l'espérait la coalition américano-britannique*

■ *Premiers raids contre la Garde républicaine près de Bagdad*

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

Le régime de Saddam Hussein ne s'est pas effondré de lui-même contrairement aux prévisions optimistes de la coalition américano-britannique. Le dictateur, qui semble toujours vivant et aux commandes de son armée, a appelé hier ses troupes à frapper l'ennemi «*avec force et précision*», prédisant même que «*la victoire est proche*», alors que se profilent la bataille pour la prise de Bagdad et les premières confrontations avec la Garde républicaine irakienne.

Les forces de la coalition se trouvaient hier à moins de 100 km de la capitale, toujours soumise à des bombardements intenses et continus qui visaient surtout le centre-ville et la banlieue sud, où se trouve l'aéroport international.

De trente à quarante hélicoptères d'attaque Apache AH-64 sont entrés en action pour la première fois en tirant sur les soldats de la division Médina de la Garde républicaine, qui défendent les alentours de la capitale. Les hélicoptères n'ont pas réussi à détruire les positions irakiennes, essuyant tous des dommages au grand désarroi des généraux américains, affirme le *New York Times*. Mais, selon le Pentagone, l'opération constitue «*un grand succès*» affaiblissant «*significativement*» la Garde républicaine.

L'avancée rapide vers Bagdad pourrait coûter cher aux troupes américaines

Un paysan dit «*héroïque*» a abattu un hélicoptère Apache «*avec son fusil*», selon la télévision irakienne, qui a montré les images des deux pilotes capturés près de Karbala (80 km au sud de Bagdad), en indiquant qu'ils seraient traités «*conformément à la Convention de Genève*».

L'étau se resserre malgré tout sur l'Irak, le général Tommy Franks faisant état de progrès «*rapides et parfois spectaculaires*» au cinquième jour de la guerre.

Les Américains s'activent dans le nord du pays en menant des raids aériens contre plusieurs positions irakiennes sur le long de la zone séparant la ville de Kirkouk de Chamchamal (Kurdistan) de même qu'à Moussoul (390 km au nord de Bagdad). Des membres des forces spéciales ont atterri dans la nuit de dimanche à hier au Kurdistan, et elles devraient se joindre sous peu à une offensive concertée avec les Kurdes.

Les États-Unis ont établi un Commandement de liaison et de coordination militaire dont la mission est de superviser militaires et humanitaires opérant dans le sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak. Les Américains veulent aussi empêcher tout conflit entre Kurdes et Turcs car les intentions d'Ankara dans le Kurdistan demeurent aussi floues que menaçantes.

Six navires de guerre américains, transportant du matériel militaire, empruntent par ailleurs le canal de Suez pour rejoindre l'armada massée dans le Golfe étant donné que la Turquie a refusé d'ouvrir son territoire aux militaires américains.

Dangers sur le front sud

Sur le front sud, après des bombardements sur Bassorah (500 km au sud-est de Bagdad), les forces américaines ont lancé hier après-midi une nouvelle attaque sur Nassiriah (350 km au sud-est de Bagdad) où elles se heurtent depuis le week-end à une forte résistance irakienne.

Une douzaine de Marines sont portés disparus et une dizaine sont morts dimanche après être tombés dans une embuscade. Citant des sources militaires, le *New York Times* a levé le voile sur une partie de l'incident. Un convoi de ravitaillement de 15 véhicules a pris la mauvaise direction à la sortie de l'autoroute.

VOIR PAGE A 8: **HUSSEIN**

- **Au lieu de tirs ennemis, des Irakiens affamés, page B 1**
- **La Ligue arabe réclame le retrait des troupes américaines, page B 2**
- **Les Bourses plongent, page B 3**
- **L'éditorial de Paule des Rivières, page A 6: La guerre des ondes**

INFORMATION

Un CNN à la française en 2004 ?

Le gouvernement de Jacques Chirac lance un appel de projets

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Au moment même où s'amorçait la guerre en Irak, et où CNN voulait abreuver le monde entier du point de vue américain sur le conflit en cours, le gouvernement français a lancé un appel de projets visant à créer une chaîne d'information internationale en français dès 2004.

Cet appel de projets est apparu mercredi dernier, jour même où se terminait l'ultimatum du président Bush à Saddam Hussein, sur le site Internet de la Direction du développement des médias, une direction liée au bureau du premier ministre de la France.

L'idée de créer une sorte de «CNN français» est dans l'air depuis longtemps. Cette idée avait été avancée dès 1989 par le gouvernement socialiste de Michel Rocard, et le président Jacques Chirac l'a relancée à l'hiver 2002. Mais, cette fois-ci, le gouvernement français semble vraiment vouloir aller de l'avant.

VOIR PAGE A 8: **CNN**

Le Québec rebelle

Plusieurs raisons expliquent les grandes manifestations contre la guerre en Irak

PATRICK SANFAÇON LE DEVOIR

À la fois progressistes et rebelles, les Québécois ont spontanément pris la rue pour manifester leur opposition à la guerre.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

C'est comme un puzzle dont les morceaux, tout à coup, s'emboîtent parfaitement: il n'y a pas une, mais dix raisons qui expliquent les manifestations antiguerre du dernier mois au Québec.

Chacune d'elle, isolément, n'aurait pas suffi à faire sortir les gens de Granby ou de Lac Mégantic, ni à mobiliser les 150 000 à 200 000 personnes qui ont manifesté trois fois à Montréal. Pourtant, l'amalgame de ces motifs permet un peu mieux de comprendre pourquoi, de toutes les provinces canadiennes, le Québec est la plus opposée à la guerre, comme le montrent manifestations et sondages.

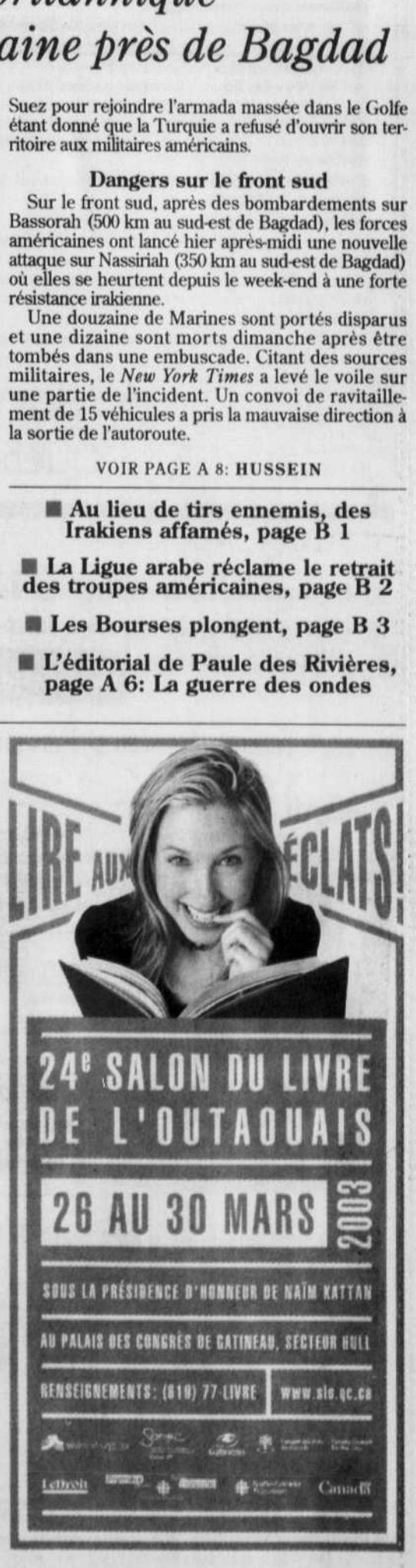
Bien sûr, il y a le passé: les Québécois du XX^{e} siècle ont été farouchement contre la conscription et la lutte au nom de l'Empire britannique. «*Les héros étaient ceux qui n'allaient pas se battre*», résume Robert Comeau, du département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Mais c'est aussi un cliché: les recherches le montrent, beaucoup de Canadiens-Français se sont volontairement enrôlés pendant la Deuxième Guerre mondiale, et encore plus pendant la Guerre de Corée. «*Le pacifisme n'est pas inscrit dans nos gènes*», souligne M. Comeau. Ni propre au Québec, rappelle de son côté Michel Despland, théologien de l'Université Concordia:

VOIR PAGE A 8: **REBELLE**

INDEX

Actualités	A 2	Guerre	B 1
Annonces	B 5	Idées	A 7
Avis publics	B 4	Météo	B 5
Culture	B 8	Mots croisés	B 4
Économie	B 3	Sports	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7



Le PLQ veut réduire les impôts de cinq milliards en cinq ans

L'enjeu est d'augmenter le niveau de vie des familles de la classe moyenne, pour leur permettre de respirer un peu, dit Jean Charest

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Sorel-Tracy — Si le Parti libéral est élu, les familles ayant un revenu de travail de 40 000 $ ne paieraient plus d'impôt d'ici cinq ans. Les couples ayant un ou deux enfants et disposant d'un revenu de 60 000$ bénéficieraient quant à eux d'un allégement de leur fardeau fiscal de 38 à 58 %.

C'est ce que révèlent les prévisions de réduction d'impôt dévoilées hier par le chef libéral Jean Charest. *«L'enjeu derrière tout ça est de faire en sorte d'augmenter le niveau de vie des familles de la classe moyenne, leur permettre de respirer un peu»*, a-t-il lancé hier, lors d'une conférence de presse tenue à Sorel-Tracy.

Ainsi, si le PLQ est élu, les couples disposant d'un revenu de travail de 40 000 $ et ayant un ou deux enfants n'auraient plus à débourser respectivement 1800 $ et 1310 $ d'impôt par année comme c'est le cas actuellement. Les couples qui gagnent 60 000 dollars par année réaliseraient quant à eux des économies d'impôt annuelles de 2395 $ s'ils ont un enfant et de 3395 $ s'ils en ont deux. Les familles qui ont un revenu de travail de 90 000 $ et qui ont un enfant épargneraient 2835 $ d'impôt; celles qui en ont deux, 3835 $.

Le Parti libéral promet ainsi de réduire les impôts de cinq milliards de dollars sur cinq ans, ce qui représente une baisse moyenne de 27 %. Les trois taux d'imposition du régime fiscal des particuliers — qui sont actuellement de 16 %, 20 % et 24 % en fonction du revenu — seront ramenés à 14 %, 16 % et 22,5 %.

Jean Charest a précisé que le Parti québécois ne promettait aucune baisse d'impôt avant 2010 et que les engagements de l'Action démocratique du Québec équivalent à un allégement fiscal de 7 %. *«Notre but dans un premier mandat est de rejoindre la moyenne canadienne. Il n'y a pas de révolution en ce sens-là. Ça relève du gros bon sens. Finalement, les citoyens du Québec ne seront plus les citoyens les plus taxés en Amérique du nord»*, a-t-il affirmé. Selon les libéraux, l'allégement du fardeau fiscal des particuliers est nécessaire pour favoriser l'incitation au travail, la création d'emplois et la compétitivité du Québec.

Le PLQ promet aussi la création d'une enveloppe de 200 millions de dollars qui serait réservée pour financer des incitatifs fiscaux favorisant le retour en région. De plus, un gouvernement libéral créerait un crédit d'impôt de 1000 $ par année pour tous les salariés afin de reconnaître les dépenses engagées pour gagner un revenu de travail, comme les frais de transport. Pour les familles, les crédits d'impôt seront majorés à 5000 $ par enfant, comparativement à 2600 $ pour le premier enfant et 2400 $ pour les suivants actuellement. Chaque famille bénéficierait ainsi d'une baisse d'impôt de 1000 $ par enfant. Le crédit d'impôt remboursable pour l'hébergement d'un parent âgé passerait de 550 à 1100 $, tandis que celui destiné à une personne ayant une déficience mentale ou physique sera porté de 2200 à 4400 $.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jean Charest, accompagné de la députée de Saint-Henri–Sainte-Anne, Nicole Loiselle, s'est arrêté hier à l'entreprise Formétal.

Par ailleurs, un gouvernement libéral amorcerait dès la première année de son mandat une révision de la fiscalité québécoise, en particulier au chapitre des crédits d'impôt et des subventions des entreprises, qui totalisent quatre milliards de dollars par année. *«Nous allons déposer dans la première année de notre mandat un document complet d'analyse et de pistes de correction de l'ensemble de toutes ces mesures. Elles sont légales et légitimes, mais le moment est venu de requestionner ces mesures pour s'assurer qu'elles sont dans l'intérêt de tous, et non de quelques-uns»*, a affirmé hier le candidat libéral dans Outremont, Yves Séguin.

Un gouvernement libéral ferait également une révision du régime fiscal pour remettre en question des avantages fiscaux accordés à des individus qui ont un revenu élevé. *«On a la volonté de s'attaquer au phénomène qui font que des contribuables ne paient pas leur juste dû et profitent d'avantages fiscaux de toutes sortes. Il faut une meilleure justice fiscale pour que les citoyens voient que leur gouvernement travaille pour eux»*, a ajouté M. Séguin.

Enfin, des discussions auraient cours avec les autres gouvernements du Canada pour en arriver à une stratégie commune de lutte contre la fraude fiscale.

Carnet de campagne

■ Le journaliste Jacques Moisan dirigera le débat des chefs du 31 mars, a annoncé hier le consortium des diffuseurs. Le choix résulte d'un accord entre les équipes du premier ministre Bernard Landry, du libéral Jean Charest et de l'adéquiste Mario Dumont ainsi que les membres du consortium. Les partis en lice sont en outre convenus de quatre thèmes qui seront traités durant les deux heures d'antenne. Ces thèmes sont: la gestion de l'État; les finances publiques et l'économie; la santé et la mission sociale; le travail, l'éducation, la famille; et finalement, l'avenir politique du Québec. Le consortium, formé de Radio-Canada, TVA, Télé-Québec et TQS, a rappelé que ce temps fort de la campagne serait diffusé par les quatre réseaux, depuis un studio de Télé-Québec, à Montréal.

◆ ◆ ◆

■ Jean Charest se dit prêt à rencontrer le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté... s'il trouve le temps! Le chef libéral s'est dit en effet ouvert à la proposition de la porte-parole du groupe, Viviane Labrie, de rencontrer tous les chefs de parti d'ici à la fin de la campagne. «On a beaucoup, beaucoup de demandes [de rencontres]», a toutefois précisé M. Charest. Le chef libéral a cependant tenu à préciser que, s'il est élu, deux mesures réclamées de longue date par les groupes sociaux, sur lesquelles le Parti québécois n'a pas voulu s'engager pour l'heure, seraient mises en œuvre, comme il l'avait promis en décembre dernier. Un gouvernement libéral établirait en effet un barème plancher à l'aide sociale de 523 $, c'est-à-dire la prestation de base actuelle. Qui plus est, il rétablirait la gratuité des médicaments pour les assistés sociaux et les personnes âgées qui reçoivent le plein supplément de revenu garanti.

AVIS AUX PERSONNES PHYSIQUES EXPLOITANT UNE ENTREPRISE INDIVIDUELLE ET AUX SOCIÉTÉS IMMATRICULÉES AU REGISTRE DES ENTREPRISES DU QUÉBEC

30 avril 2003 – Date limite de production de la déclaration annuelle 2003

L'Inspecteur général des institutions financières (IGIF) rappelle qu'il est obligatoire de produire la déclaration annuelle 2003 avant **le 30 avril 2003**. Après cette date, une pénalité sera automatiquement imposée.

De plus, il est important de préciser que la non-production de deux déclarations annuelles consécutives entraînera la radiation de l'immatriculation au registre.

Si vous avez reçu une déclaration annuelle préimprimée de l'IGIF, elle doit être vérifiée, modifiée s'il y a lieu, **signée**, accompagnée des droits prescrits et retournée à l'IGIF dans l'enveloppe préadressée. Cependant, lorsque vous n'avez aucune modification à apporter à votre déclaration annuelle, il vous est possible de la déposer électroniquement dans les services en ligne Internet de l'IGIF (www.igif.gouv.qc.ca) ou de la déposer par téléphone au numéro (418) 528-9912.

Si vous n'avez pas en main votre déclaration préimprimée, communiquez avec l'IGIF aux numéros de téléphone suivants :

Renseignements : Région de Québec : (418) 643-3625
Ailleurs au Québec : 1 888 291-4443 (sans frais)

Important

Si vous avez immatriculé votre entreprise en 2003, vous n'avez pas à produire de déclaration annuelle cette année. Vous ne recevrez donc pas de déclaration préimprimée par l'IGIF.

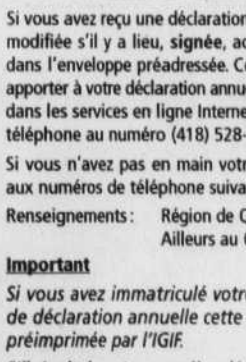
S'il s'agit de votre première déclaration annuelle à produire au Registre des entreprises du Québec, elle est gratuite.

Inspecteur général des institutions financières
Québec

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain vous invite à sa série de déjeuners-causeries Desjardins

Tournée vers l'avenir...

Mardi 8 avril 2003



Paul Delage Roberge
Président du conseil et chef de la direction
Groupe San Francisco

«Mode et commerce de détail : de quoi l'avenir sera-t-il fait ?»

de 12 h à 14 h

Delta Centre-Ville
777, rue University

Présenté par
Samson Bélair Deloitte & Touche

En association avec
AIR CANADA Bell BOMBARDIER Diners Club International Pratt & Whitney Canada SNC-LAVALIN CSST
Chambre de commerce du Montréal métropolitain Board of Trade of Metropolitan Montreal

Billet(s)
Membres : 50 $
Non-membres : 80 $
Table(s) de 10
Membres : 475 $
Non-membres : 800 $
Taxes en sus

Renseignements
(514) 871-4000, poste 4001

Réservations
par télécopieur
(514) 871-5971

par Internet
www.ccmm.qc.ca/activites
Prix réduit pour nos membres via notre site transactionnel sécurisé

MARIE-FRANCE BAZZO

Le magazine société et culture

9h en semaine

Réalisation : Danielle LeBlanc

www.radio-canada.ca/indicatifpresent

95,1 FM Première Chaîne Radio-Canada

LE DEVOIR

concours PHILOSOPHER
S'adresser à son répondant local

ÉLECTIONS 2003

radio-classique 99,5 cjpx 690 • montréal

Michel David

◆ ◆ ◆

Bernard, Ted et Michel

L'automne dernier, le ministre délégué aux Affaires autochtones, Michel Létourneau, avait eu toutes les misères du monde à faire autoriser par le bureau du premier ministre Landry sa tournée européenne, en compagnie du grand chef cri Ted Moses.

Quelle erreur on aurait commise pour une économie de quelques milliers de dollars! Le duo Létourneau-Moses a fait fureur aussi bien à Paris qu'à Strasbourg, Londres et Barcelone. An ministère des Relations internationales, on tient leur tournée pour l'événement de l'année. On les a reçus à l'Élysée, à l'Unesco et à la Sorbonne. Ils sont aussitôt devenus la coqueluche des médias français, qui ont pourtant l'embarras du choix. Le Québec n'avait pas fait parler autant de lui depuis le référendum de 1995.

S'ils répondaient à toutes les invitations qui leur sont adressées, ces deux-là pourraient faire le tour du monde. Avec la «Paix des Braves», dont on célébrera bientôt le premier anniversaire, l'expression «modèle québécois» a enfin pris une signification concrète à l'étranger.

Hier, M. Létourneau est demeuré discret au Club Saint-Denis, laissant à M. Landry tout le crédit de l'appui sans équivoque que Ted Moses a donné au PQ, en vue des élections du 14 avril, mais sa relation de vingt-cinq ans avec les autochtones du nord, bien antérieure à son élection comme député d'Ungava, en 1994, a été un facteur déterminant.

Le 6 juin dernier, il avait organisé une grande fête à Chibougamau, pour célébrer le vingtième anniversaire de la création de la circonscription d'Ungava. Tous les chef cris et inuits y étaient. En réalité, il s'agissait d'un dîner-bénéfice du PQ. Ted Moses avait alors déclaré que Bernard Landry avait effectué un geste courageux, en signant la «Paix des Braves», ajoutant que lui aussi pourrait en faire un, quand l'occasion s'en présenterait.

◆ ◆ ◆

Cela dit, quand M. Moses a invité M. Landry à le rejoindre sur la scène, lors du dernier Gala de la Personnalité de l'année, on a bien senti qu'une véritable alliance, fondée autant sur l'amitié que sur l'intérêt mutuel, avait été scellée entre les deux hommes.

S'il était prévisible, l'événement d'hier n'en a pas moins une portée considérable, qui déborde largement le cadre de l'élection du 14 avril. Dans l'immédiat, le geste de M. Moses ne fera sans doute pas augmenter beaucoup le taux de participation des Cris, ni leur attirance pour le PQ. De toute manière, l'appui des électeurs blancs lui a toujours assuré la victoire dans Ungava. La prise de position de M. Moses est surtout un pas important vers l'intégration des nations autochtones à la communauté politique québécoise. Comme dirait Jacques Parizeau, c'est à marquer d'une pierre blanche.

Même si l'expression «conditions gagnantes» ne fait plus partie du vocabulaire de M. Landry, le ralliement de leaders autochtones au camp du oui en serait indiscutablement une de taille. L'incertitude quant au sort à des territoires du Nouveau-Québec, dans l'hypothèse d'une sécession, a toujours été une épine au pied des souverainistes.

Bien sûr, M. Moses ne s'est pas prononcé en faveur de la souveraineté, mais il a clairement indiqué qu'il n'excluait pas la possibilité de le faire un jour. À cet égard, il avait déjà ouvert des perspectives très intéressantes lors de sa visite à Paris. *«Le référendum de 1980, on ne s'en est pas vraiment occupé,* avait-il expliqué. *Pour celui de 1995, on a consulté notre peuple. Il y a eu 96 % de non, mais cela peut changer, selon le contexte.»* Hier, au Club Saint-Denis, M. Landry devait certainement y songer.

◆ ◆ ◆

En toute justice, il faut reconnaître au gouvernement libéral de Robert Bourassa d'avoir inauguré une nouvelle ère dans les relations entre l'État du Québec et les nations autochtones, en signant la Convention de la Baie James, peu importe les contestations dont elle a été l'objet par la suite. Comme dans bien d'autres domaines, le PLQ s'est cependant laisser damer le pion par le PQ.

Il est difficile de ne pas comparer les rapports amicaux qu'entretiennent Bernard Landry et Ted Moses au climat acrimonieux qui régnait au début des années 90, quand les Cris de Matthew Coon-Come faisaient passer le projet Grande-Baleine pour un désastre environnemental comparable au saccage de la forêt amazonienne.

Le rapport Pelletier, qui a défini la nouvelle politique constitutionnelle du PLQ, reconnaît l'existence des nations autochtones et souscrit au principe d'une «gestion partagée» des territoires qu'elles occupent, mais Jean Charest n'a jamais semblé porter un intérêt particulier à la question.

C'est tout de même mieux que l'ADQ, dont la plate-forme ignore jusqu'au mot «autochtone». On insiste bien sur la nécessité de faire en sorte que tous les Québécois se sentent ici chez eux, quelle que soit leur origine, mais il n'est fait référence qu'à la communauté anglophone et aux communautés culturelles.

Bernard Landry ne manque aucune occasion de rappeler l'indélicatesse de Mario Dumont, qui n'a pas même pris la peine de «donner un coup de fil» aux Cris avant de proposer la relance des grands projets hydro-électriques. Hier encore, Ted Moses n'avait pas digéré cette bourde, qui avait valeur d'injure.

Le chef de l'ADQ n'a jamais jugé utile de s'en excuser. Pour les élections du 14 avril, il est trop tard. S'il pense encore à l'avenir, M. Dumont devrait commencer à réfléchir à un moyen de réparer les pots cassés. Que le Québec demeure au sein de la fédération canadienne ou décide d'en sortir, son épanouissement est indissociable de celui des nations autochtones.

mdavid@ledevoir.com

Dumont abandonne la question constitutionnelle à ses enfants

Il n'y aura pas de référendum ni dans un premier mandat, ni dans aucun autre, précise le chef adéquiste

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Saint-Georges-de-Beauce — Mario Dumont laisse à la prochaine génération le soin de trancher la question nationale. Un gouvernement adéquiste ne tiendra jamais de référendum sur la souveraineté ni dans un premier mandat, ni dans des mandats subséquents.

«L'ADQ ne replacera pas le Québec sur la voie d'un référendum directement ou indirectement dans la période qu'on contrôle. La génération de mes enfants [...], *ils feront ce qu'ils veulent et je ne sais pas ce qu'ils vont faire»*, a dit le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont. Sous un gouvernement adéquiste, il n'y a aura pas de référendum dans *«l'avenir prévisible qu'on contrôle»* et *«ce n'est pas juste pour le premier mandat»*, a-t-il précisé.

Le chef adéquiste a déjà pris l'engagement de tirer sa révérence après deux mandats s'il est élu premier ministre, ce qui implique qu'un gouvernement dirigé par Mario Dumont ne lancera jamais le Québec dans une campagne référendaire sur la souveraineté. *«Les gens qui veulent un référendum, c'est clair, ils peuvent voter pour le Parti québécois»*, a-t-il assuré.

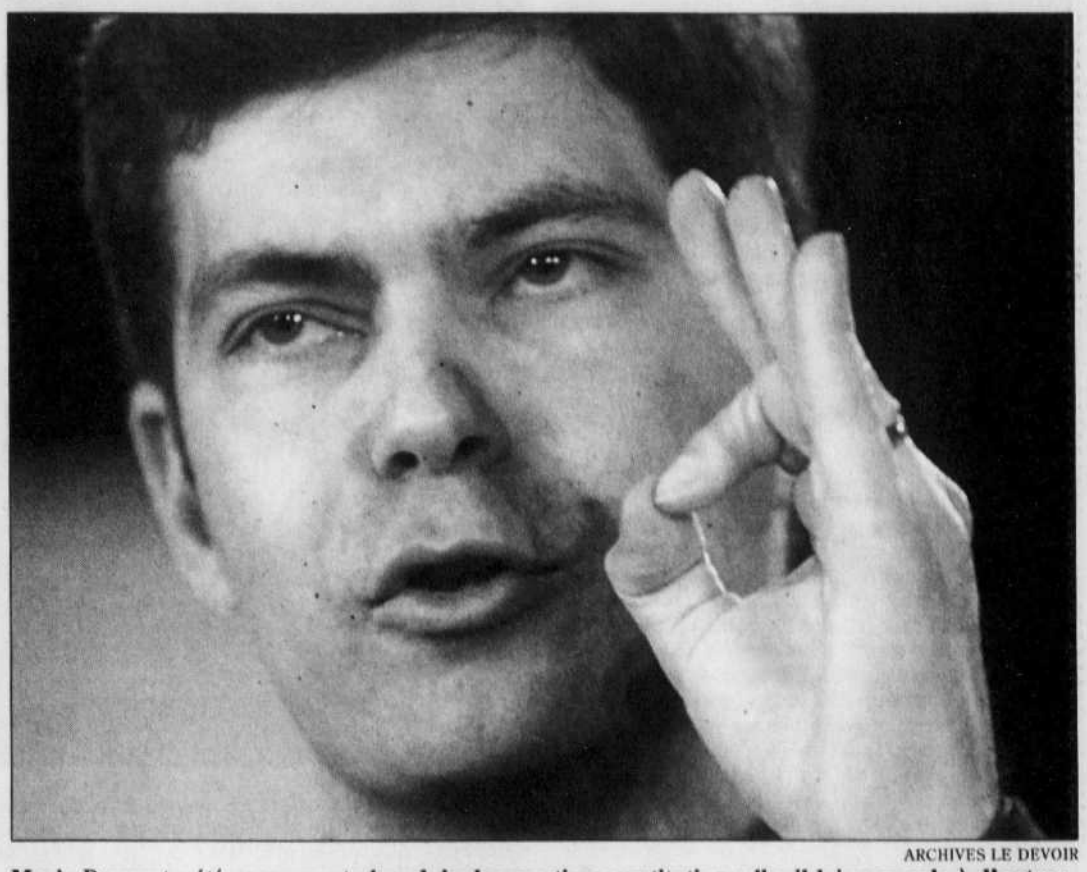
Lors du référendum de 1995, les Québécois ont fait un choix; le résultat était serré mais néanmoins démocratique, a rappelé M. Dumont. *«À l'ADQ, on a été capables d'accepter le verdict de la population, de tourner la page.»*

C'est à un devoir de réalisme qu'invite Mario Dumont. *«Voici ce que le peuple a dit. On va travailler avec ça. Il faut être réaliste. On va renforcer le Québec dans les conditions existantes, les deux pieds sur terre»*, a-t-il dit.

La question nationale n'est pourtant pas réglée pour autant. *«La question n'est pas de savoir si ça va être réglé un jour complètement; je n'en suis pas certain»*, reconnaît-il. Le peuple québécois veut davantage d'autonomie, une volonté qui *«va continuer à s'exprimer bien au-delà des partis politiques et des gouvernements»*. Le PQ *«n'a pas le monopole du nationalisme au Québec»*, a-t-il affirmé.

Un gouvernement adéquiste est le mieux placé pour jouer le jeu du fédéralisme. L'ADQ est *«un parti qui a les mains libres pour défendre le Québec par rapport à Ottawa»* contrairement aux libéraux *«qui sont acoquinés avec les libéraux fédéraux»* et au PQ qui se fait *«accroire qu'il va faire des référendums à répétition»*, a fait valoir M. Dumont.

Mario Dumont refuse toujours de se désigner comme fédéraliste ou souverainiste. *«Pourquoi ne dites-vous pas que vous êtes fédéraliste? Ce n'est pas une maladie vénérienne»*, a lancé une journaliste. *«Je suis québécois»*, s'est contenté de dire le chef adéquiste. *«Les étiquettes anciennes, je laisse ça aux partis anciens»*, a-t-il dit. *«Quand il n'y a pas de référendum, les gens au Québec ne sont ni fédéralistes, ni souverainistes.»*



ARCHIVES LE DEVOIR

Mario Dumont a été on ne peut plus clair: la question constitutionnelle, il laissera cela à d'autres.

En refusant ces étiquettes, M. Dumont croit qu'il est en phase avec la population. Il cite un sondage CROP de novembre 2002 qui montre que 63 % des Québécois de moins de 44 ans refusent de se faire étiqueter comme fédéralistes ou souverainistes.

Le chef adéquiste a signalé que la grande fierté de l'ADQ était de réunir dans ses rangs *«des gens qui, dans le passé, étaient autant des fédéralistes que des souverainistes. Ces gens-là aujourd'hui décident de tourner la page sur les débats du passé et d'unir leurs énergies pour changer le Québec»*. Ce que les électeurs apprécient de l'ADQ, c'est d'avoir sorti le Québec des *«ornières constitutionnelles»*, estime Mario Dumont. *«On ne réussira pas à renouveler le discours au Québec, à moderniser l'État québécois si on n'est pas capables de tourner la page sur les chicanes constitutionnelles qui ont occulté les élections pendant 30 ans.»*

L'ADQ promet de s'attaquer à la paperasse

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Saint-Georges-de-Beauce — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a choisi un auditoire en or pour annoncer qu'un gouvernement adéquiste adopterait une loi anti-paperasse pour en finir avec *«la réglementation excessive qui coûte cher aux PME du Québec»*.

Devant la Chambre de commerce de Saint-Georges, Mario Dumont a pris l'engagement de présenter à l'Assemblée nationale une loi anti-paperasse dans les 100 jours de l'accession de l'ADQ au pouvoir. M. Dumont était accompagné à ce dîner-conférence par l'homme d'affaires beauceron, Marcel Dutil, collecteur de fonds pour le parti. L'ex-banquier Léon Courville, ainsi que l'ancien chef créditiste, Fabien Roy, figuraient aussi à la table d'honneur.

«La Beauce, c'est en plein le modèle québécois» basé sur la créativité et l'innovation, a dit M. Dumont. Le modèle québécois peut se concevoir autrement qu'avec *«les tours à bureaux»*, le gouvernement paternaliste et *«l'étatisme à tout crin»*.

Le chef adéquiste a promis de mettre fin *«aux abus réglementaires et aux abus administratifs»* dont sont responsables *«les vieux partis»*.

Rappelant que la réglementation et les formalités administratives qui touchent les entreprises avaient fait l'objet de plusieurs rapports (le rapport Scowen en 1986 et les trois rapport Lemaire en 1998 et 2001), M. Dumont a accusé le gouvernement péquiste de n'avoir rien fait, sinon de créer un nouvel organisme *«qui porte le nom du problème»*, le Secrétariat à l'allégement réglementaire.

Il sera interdit à une vingtaine de ministères et d'organismes d'imposer de nouvelles exigences administratives

La loi anti-paperasse interdirait à la vingtaine de ministères et organismes cités dans le rapport Lemaire d'imposer toute nouvelle exigence administrative: *«aucun nouveau permis, aucun nouveau rapport, aucun nouveau formulaire»*. Sur une période de deux ans, ils devront réduire de 20 % le nombre de formalités administratives, au nombre de 459, recensées dans le rapport Lemaire.

Si de nouveaux règlements ou exigences s'avéraient toutefois nécessaires, les ministères devraient réduire d'autres formalités dans une proportion équivalente, avance l'ADQ. Tout nouveau règlement sera assujetti à une clause de temporarisation afin d'en évaluer la pertinence après quelques années.

Comme 75 % de ces formalités administratives sont imposées par le fisc, la loi prévoira des mesures pour simplifier le régime fiscal des entreprises.

Un gouvernement adéquiste ne fera cependant *«aucun compromis»* en matière de santé et de sécurité des travailleurs et d'environnement, a précisé Mario Dumont.

Carnet de campagne

■ Hier matin, à Saint-Georges-de-Beauce, Mario Dumont a accordé une entrevue d'une demi-heure à une station radiophonique privée. Outre le fait que l'animatrice semblait confondre les programmes de l'ADQ et du PLQ,, l'entrevue a été entrecoupée par un message publicitaire de la député libérale de Beauce-Sud, Diane Leblanc. La députée invitait les électeurs à voter pour le seul parti fédéraliste en lice dans la circonscription.

◆ ◆ ◆

■ Le responsable de la logistique des déplacements du chef libéral pour la campagne électorale, le «chef de train» Raymond Lesage, est le fils de l'ancien premier ministre Jean Lesage. Sa première décision aura été d'annuler une conférence de presse que Jean Charest devait donner devant l'édifice... Jean-Lesage, situé rue... Jean-Lesage!

À chaud

LOUISE VANDELAC

Un Québec dinosaure ou bleu et vert?

On a parfois l'impression que M. Landry a amorcé son tardif virage bleu et vert à la pointe du fusil des sondages électoraux... Comme s'il avait enfin saisi l'importance du mouvement de fond des citoyens et des artistes refusant de sacrifier leur patrimoine au marché et de voir défigurer le «pays réel» au nom de son avenir.

Depuis lors, de concert avec le ministre Boisclair, il multiplie les engagements en faveur de l'environnement. Aux sept promesses du dernier budget il ajoutait récemment six nouvelles réserves de biodiversité et une nouvelle réserve aquatique élargissant l'aire de protection à 5,3 % du territoire; il annonçait la fin des autorisations permanentes de polluer et le renforcement du système d'inspection du MENV, le tout couronné dimanche par un engagement de 17,6 millions par an pour mettre en valeur les rivières du Québec et reverdir les villes et les villages.

Pendant ce temps, c'est paradoxalement au nom de la santé que MM. Charest et Dumont manifestent leur volonté de sabrer dans les budgets de l'environnement, comme s'ils ignoraient que la santé des populations était étroitement liée à celle des écosystèmes...

Faut-il y voir la poursuite de «conceptions dinosaures» d'un environnement réduit à ses ressources naturelles, inféodées aux acteurs économiques et gérées de façon fragmentée? Et au-delà de la cosmétique électorale, faut-il espérer qu'après ses velléités *«d'économiser l'écologie»* et de privatiser l'environnement au nom d'une croissance économique faisant office de cohésion nationale, l'équipe Landry s'intéressera à «écologiser l'économie»? C'est à suivre...

Louise Vandelac est professeure au département de sociologie et à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM.

Le PQ ajoutera 22 millions pour aider les familles

«Nous devons faire tous les efforts possibles pour réduire les inégalités chez les enfants en particulier», dit Bernard Landry

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Talonné sur la question de la pauvreté, le Parti québécois s'est engagé hier à augmenter de 22 millions par année les budgets de programme déjà existants de soutien aux jeunes familles.

Le budget pré-électoral prévoyait déjà de doubler les fonds destinés au programme «Naître égaux et grandir en santé», qui consiste en un accompagnement des familles, de la grossesse jusqu'à la rentrée scolaire. À compter de 2004, un gouvernement du PQ injecterait 14 millions supplémentaires dans ce programme qui vise les milieux défavorisés mais qui est universel, donc accessible aussi aux mieux nantis. De plus, le PQ ajouterait huit millions à l'enveloppe de 22 millions actuellement en place pour le programme de soutien aux jeunes parents (moins de 20 ans). Au total, il s'agit d'une promesse de 22 millions qui toucheraient à terme 15 000 familles.

Bernard Landry voit dans ces annonces un moyen pour faire monter à bord du *«TGV du développement des enfants»*, les enfants de tout le Québec. *«Croire en tous nos enfants et, surtout, investir dans le développement de leur potentiel est un acte de générosité et de clairvoyance et de solidarité sociale. Nous devons faire tous les efforts possibles pour réduire les inégalités chez les enfants en particulier»*, a-t-il fait valoir.

M. Landry était accompagné du candidat dans Vachon, le psychologue Camil Bouchard. Selon ce dernier, la voie de la prévention est celle à privilégier. *«Il y a une très longue liste d'indicateurs dont nous disposons qui, très fermement, démontrent que les enfants de familles vulnérables profitent le mieux de ces programmes-là. Il faut le faire avec une intensité, une continuité et une qualité telles que le dollar investi est un vrai dollar»*, a affirmé M. Bouchard.

Au Front commun des personnes assistées sociales du Québec, on souligne que les mesures promises contournent le véritable problème du niveau trop bas de revenus qui n'a pas cessé de diminuer. *«Qu'on commence donc à aider les gens pour qu'ils assument eux-mêmes leurs responsabilités. On maintient des programmes de dépendance. On les oblige à quêter. [...] Comme société, on se permet de juger comme s'il y avait des bons et des mauvais pauvres. Il faut être malade pour être aidé»*, a soutenu au *Devoir*, Nicole Jetté, porte-parole de l'organisme.

Pour M. Landry, il faut éviter de dire que les plus démunis se sont appauvris sous le régime péquiste. *«Quand j'étais ministre des Finances, j'ai mis sur pied le Fonds de lutte contre la pauvreté de 180 millions par année récurrents. Plus un certain nombre d'autres mesures: indexation annuelle automatique de l'aide sociale, abolition de la pénalité relative au logement, investissement accru à la mesure action-emploi, crédit d'impôt pour pension alimentaire [12 000], crédit pour la TVQ pour les personnes à faible revenu. Ça, on n'en parle pas assez souvent. [...] Depuis 2001, on a annoncé un ensemble de mesures qui amèneront des investissements majeurs de 1,3 milliard sur trois ans pour lutter contre la pauvreté»*, a exposé le premier ministre.

Cet engagement a servi hier de fond de scène pour l'offensive amorcée vendredi dernier du Parti québécois contre le Parti libéral de Jean Charest qui a pris la tête dans les intentions de vote.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Bernard Landry a offert un de ses doigts comme perchoir à cet oiseau, hier matin, à La Maison des enfants de l'île de Montréal, où il s'est arrêté à l'occasion de la treizième journée de la campagne électorale qui, pour le Parti québécois, se déroulait sur le thème de la lutte contre la pauvreté infantile.

La démocratie s'apprend sur les bancs d'école

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Un exercice d'initiation aux rouages de la démocratie alliant élections et nouvelles technologies permettra aux élèves du primaire et du secondaire de soumettre au prochain gouvernement du Québec une petite liste de leurs dix chantiers d'action prioritaires.

Le défi lancé aux écoles, intitulé «Si j'étais premier ministre», devrait permettre aux jeunes de démythifier et d'expérimenter les principes de la démocratie en plus de sensibiliser directement le prochain gouvernement aux priorités des apprentis citoyens. Ceci s'inscrit dans le cadre des activités lancées par «Mieux vivre ensemble», qui marie l'éducation à la citoyenneté aux technologies de l'information et auquel est associé le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES).

«Nous souhaitons initier les jeunes aux différentes formes que peut prendre la démocratie», explique Clément Laberge, coordonnateur du projet. Les jeunes ne sont pas appelés à voter pour un candidat ou pour un parti mais avec l'ordinateur comme courroie de transmission. On les invite plutôt à chausser les souliers du premier ministre et à faire le choix de dix chantiers d'action prioritaires. *«Avec cette activité, ils devraient tenter le vote à main levée, le bulletin de vote et le vote préférentiel»*, explique M. Laberge.

La semaine de quatre jours et le désengorgement des urgences feront-ils partie des dossiers chauds des 6-16 ans? L'amalgame des propositions émises des quatre coins du Québec — les classes s'inscrivent en ligne sur le site de «Mieux vivre ensemble» (*www.mve.qc.ca*) — sera ensuite redistribué aux classes participantes, lesquelles devront piger dans ce lot de propositions pour y inscrire leur dix priorités, *«ce qui pourrait se faire par bulletin de vote»*, explique Clément Laberge, coordonnateur du projet.

Une troisième et ultime intervention de la classe commandera aux élèves de procéder au vote préférentiel en classant par ordre prioritaire les dix chantiers d'action parmi les propositions les plus populaires retenues par les classes.

Le prochain gouvernement, élu le 14 avril, se fera d'ailleurs remettre un livret contenant cette liste des dix priorités des enfants du Québec. Les organisateurs s'attendent à ce que quelque 200 classes, niveaux primaire et secondaire confondus, s'inscrivent à l'activité.

Camps d'été 2003

CAMP MUSICAL DE LANAUDIÈRE
Pour filles et garçons 9 à 17 ans
Lac Priscault, St-Côme
4 sessions : 22 juin au 16 août 2003
Fernand Lindsay, C.S.V., Directeur Musical
• Musique instrumentale • Chorale et orchestre
• Musique de chambre • Auditions musicales dirigées
C.P. 44, Joliette J6E 3Z3 Télécopieur: (450) 755-4385 Tél.: (450) 755-2496
cmuslanaudiere@sympatico.ca

• PROGRAMME COMPLET
• EXCURSION DE CANOT
• APPRENTISSAGE DE L'ANGLAIS
• PROGRAMME DE FORMATION
www.wabikon.com
(416) 483-3172
WABIKON
• Le camp international pour filles et garçons de 6 à 17 ans
• Des sessions de 10 jours, 3 et 6 semaines
• Service d'autobus à partir de Montréal et d'Ottawa
• Pour recevoir notre dépliant et une liste de références du Québec

THE HORSE PEOPLE INC.
Votre enfant rêve-t-il de chevaux ?
Suivez le rêve avec The Horse People inc.
Les installations du camp d'été incluent :
• 2 anneaux de dressage
• 3 parcours de niveau championnat
• Parcours permanent de chasse et de saut
• Piscine
• Entraîneurs avec certification nationale
• Ratio personnel à campeur de 1:3
• Tout le personnel certifié Ambulance St-Jean
• Programmes de 2, 4, 6 et 8 sem. en résidence
L'endroit idéal pour débuter... L'endroit idéal pour progresser
Les activités de soir incluent : sport, films, feux de camps, danses carrées, jeux.
Toutes les cabines avec salle de bain & douche. Accrédité 25 ans OCA & CCA.
Tél. : 1-877-673-5905 (sans frais) Fax : 613-673-4787
ou écrivez à : 3550, 2nd Conc. Rd., Wendover, Ont. K0A 3K0
courriel : thehorsepeople@canada.com www.thehorsepeople.com

Boys & Girls Learn English à Camp MaroMac
Un camp anglais sportif et artistique région du Mont-Tremblant pour les 6 à 16 ans
Un environnement familial où les directeurs et les moniteurs connaissent votre enfant
Session de 2, 3 1/2 ou 7 semaines. Instruction professionnelle. Stage aspirants-moniteurs
36e SAISON
«Camp MaroMac fait preuve d'un professionnalisme exemplaire dans le monde des camps de vacances» Rapport ACQ
1-800-884-2267 (514) 485-1135
www.maromac.com
Ski nautique • Voile • Escalade • Baseball • Golf • Théâtre • Gymnase • Tennis • Basketball

CAMP D'INITIATION À LA MICROBIOLOGIE
... à la découverte du "micromonde" !
musée armand-frappier
531, boul. des Prairies Laval
Camp scientifique pour les 10 à 15 ans
Expériences en laboratoire
• Ensemencement de micro-organismes;
• Coloration de bactéries;
• Observation au microscope;
• Fabrication de fromage, yogourt et pain;
• Punch biologique;
• Décontamination;
• Antibiogramme ...
Activités extérieures
Animateurs scientifiques et dynamiques
Juillet et août / semaine de relâche
Durée de 5 jours (9h00 à 17h00)
Camp de jour (hébergement disponible)
Informations : www.musee-afrappier.qc.ca / 450-686-5641 # 4781

Centre de vacances ANGLOFUN
Venez vivre une expérience inégalable tout en anglais!
Notre site, dans les Cantons de l'Est, accueille depuis 1986 les jeunes âgés de 6 à 17 ans pour les séjours d'immersion anglaise de niveau débutant, intermédiaire et avancé.
ON APPREND...
• Ateliers d'anglais structurés en grammaire, projets, vocabulaire et jeux à tous les matins.
• Moniteurs et professeurs formés pour l'apprentissage de la langue seconde.
• Immersion totale pendant tout le séjour.
ON S'AMUSE...
• Avec les sports, avec les animaux de la ferme.
• Avec le groupe: théâtre, arts plastiques, peintures, randonnées, danses, feu de camp.
Pour tout renseignement:
600 chemin de la Diligence, Stukely, (Qc) J0E 2J0
Tél.: (450) 297-3717 • Fax: (450) 297-3374 • SANS FRAIS: 1-877-777-7386
Internet: www.anglofun.qc.ca Courriel: info@anglofun.qc.ca

McGill CAMP DE JOUR ANGLAIS 2003
3 sessions de 2 semaines,
du 30 juin au 8 août
15 heures de cours de langue
15 heures d'ateliers et d'activités éducatives par semaine
Camp Location : Pensionnat Saint-Nom-de-Marie, 628 ch. Côte Ste-Catherine, Outremont
Tél.: (514) 398-3529 Fax : (514) 398-4233
Site web : www.education.mcgill.ca/io/camp
ALS Plus Intensif
Anglais Langue Seconde Plus Intensif

Vivre l'anglais!
PROGRAMME INTENSIF D'IMMERSION ANGLAISE
29 juin au 19 juillet 2003
pour garçons et filles de 11 à 14 ans
ÉTÉ 2003
- neuf heures d'activités dirigées par jour
- cours, sports, ateliers, excursions et voyages
- formation de petits groupes homogènes
- site enchanteur aux portes du Vermont (2km)
Pour obtenir le feuillet d'information, communiquez avec :
CIU
COLLÈGE DES URSULINES
Éducation Internationale
COLLÈGE DES URSULINES
500, rue Dufferin, Stanstead (Québec) J0B 3E0
Tél. : (819) 876-2795 Téléc. : (819) 876-2797
www.ursuline.qc.ca

AMÉLIOREZ VOTRE ANGLAIS
AU COLLÈGE CHAMPLAIN DE LENNOXVILLE
Programmes pour 8-12 / 13-17 ans
PORTES OUVERTES LE DIMANCHE 4 MAI 13h à 16h
(819) 564-3666 poste 684 Téléc. (819) 564-5171
Route 198, Lennoxville (Québec) J1M 2A1
www.crc-lennox.qc.ca

Venez apprendre tout en vous amusant à
École d'été BCS 2003
l'École de langue estivale BCS
Un programme d'immersion en résidences pour garçons et filles de 11 à 15 ans.
• Cours de français ou d'anglais en salle de classe
• Petits groupes d'étudiants de diverses nationalités
• Gamme complète de sports et de loisirs en français et en anglais
Du 29 juin au 26 juillet 2003
Bishop's College School
Lennoxville (Québec)
Canada J1M 1Z8
Tél. : 819.566.0227 poste 319 • Télec : 819.822.8917 • Courriel : summer@bishopscollegeschool.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Micheline Ruelland au (514) 985-3322
ou à mruelland@ledevoir.com

Moratoire sur la construction de centres commerciaux à Québec

La municipalité veut se donner le temps de réglementer l'expansion des magasins à grandes surfaces

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

La prolifération des méga-centres commerciaux avec leurs vastes stationnements, leurs cinémas multisalles et leurs quincailleries, magasins à rayons, temples de chaussures ou SAQ en version «Dépôt» vient de prendre fin à Québec. Pour quelques mois du moins. Ainsi en a décidé l'administration L'Allier qui, la semaine dernière, a adopté un moratoire de six mois interdisant *«l'implantation et l'agrandissement de tout établissement de vente au détail de plus de 2500 mètres carrés»* sur son territoire, histoire de remettre un peu d'ordre dans ce développement commercial anarchique coûteux pour la ville et douteux sur le plan esthétique.

La capitale en a assez. Assez de ces 40 commerces de plus de 5500 mètres carrés qui se repartissent aujourd'hui, pour la plupart, dans cinq nouveaux ensembles commerciaux autour de la ville comme héritage d'une autre époque. *«Avec 13 villes, la concurrence était telle que ce développement s'est fait dans le désordre*, a reconnu hier Odile Roy, présidente de la Commission d'urbanisme de Québec, *sans souci de cohésion, d'urbanisme, d'aménagement urbain, d'esthétisme...»*

Conséquence: toujours plus éloignés, émergeant de terrains vierges bien souvent situés près des autoroutes, ces méga-centres commerciaux, en plus d'accroître la circulation automobile bouleversent le paysage de la métropole. Avec à la clef bien des dépenses dont les gestionnaires se passeraient bien.

«Avec 13 villes, la concurrence était telle que ce développement s'est fait dans le désordre»

«Ces centres ont eu pour effet de porter atteinte à plusieurs secteurs commerciaux de la ville, poursuit M. Roy. *Des secteurs dans lesquels nous sommes obligés d'investir aujourd'hui pour les revitaliser.»* Pire, en favorisant l'étalement urbain, les «temples de la consommation» contraignent la municipalité à repenser ses réseaux routiers, ses services d'autobus, d'égouts... *«sans compter que l'impact de tels centres, à commencer par les immenses stationnements, est très néfaste sur l'environnement»*, dit-elle.

Ce sont d'ailleurs les demandes incessantes des citoyens pour l'harmonisation des cartes d'autobus en fonction de ces nouveaux attraits commerciaux qui a poussé la Ville à agir. *«Nous ne voulons pas nous immiscer dans la tendance commerciale actuelle*, explique la responsable du développement urbain. *Mais nous nous sentons concernés lorsque ces pratiques ont l'effet d'une politique de la terre brûlée. Et avec notre nouvelle structure, il nous est possible aujourd'hui d'agir.»*

La mesure a indigné hier l'Institut de développement urbain du Québec (IDU Québec) qui a dénoncé *«la décision unilatérale de la Ville de Québec d'imposer un moratoire»*, et ce, même si, selon lui, l'effet pervers des centres commerciaux sur l'organisation du territoire est loin d'être prouvée. *«Il est malheureux de constater que les présomptions de la Ville sur les conséquences possibles des grandes surfaces commerciales sont basées sur des études portant sur d'autres villes et des problématiques urbaines différentes de celle de Québec»*, a expliqué Pierre Cléroux, président de l'IDU par voie de communiqué.

N'empêche, l'administration L'Allier espère bien utiliser ces six mois de sursis pour faire le ménage dans la tendance. Avec au programme, l'adoption, à moyen terme, d'un règlement pour encadrer l'implantation de ces centres. *« Nous souhaitons que ce développement ne se fasse plus aux dépens des anciens secteurs commerciaux de la ville qu'il est possible de transformer plutôt que de fuir*, dit Mme Roy. *L'équilibre doit être là. D'autant que Québec connaît une faible augmentation de la sa population.»*

Le règlement devrait aussi intégrer des notions d'impacts environnementaux et aussi visuels sur le paysage *«trop souvent, par le passé, abîmé par des stationnements à perte de vue»*, conclut-elle.

Des grenouilles pourraient aider à comprendre le syndrome de la mort subite

PRESSE CANADIENNE

Un chercheur de l'Université Laval, à Québec, étudie présentement le processus de respiration de la grenouille afin d'y déceler des indices permettant de mieux comprendre le syndrome de la mort subite du nourrisson.

Richard Kinkead, professeur adjoint de pédiatrie à l'Université Laval, se penche actuellement sur la neurobiologie de la respiration des amphibiens, s'attardant plus particulièrement au processus qui permet de s'adapter d'un milieu aqueux, pour le têtard, à un milieu de respiration aérobique, pour la grenouille.

Le professeur Kinkead explique que le mode de respiration d'une grenouille adulte, fait d'une séquence irrégulière de deux ou trois respirations, suivie d'une pause, est le même que celui que les médecins observent chez un bébé prématuré.

«Si nous pouvions mettre le doigt sur les produits neurochimiques qui accélèrent ou ralentissent la maturation du système de régulation de la respiration, nous pourrions commencer à étudier la façon dont ce système pourrait être modifié pour rendre la respiration plus régulière», a expliqué le Dr Kinkead.

L'équipe du professeur Kinkead a pu confirmer que le rôle des neurotransmetteurs dans la stimulation de l'activité pulmonaire changeait de façon draconienne lors du développement du têtard en une grenouille, c'est-à-dire du passage du milieu aqueux à un milieu aérobique. Ces neurotransmetteurs agissent soit pour freiner soit pour accélérer le rythme respiratoire.

«Lorsque l'activité neuronale est réduite en raison de la faible concentration des neurotransmetteurs, la respiration est interrompue par des pauses et devient irrégulière», explique encore le Dr Kinkead.

La sérotonine, un neurotransmetteur, semblerait y être pour quelque chose. Elle serait plus active chez les jeunes grenouilles que chez les plus âgées.

Pour l'avenir, il s'agira de déterminer quels neurotransmetteurs jouent un rôle clé aux différents stades de développement.

Tremblay perd trois conseillers

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

En prenant position publiquement contre les défusions la semaine dernière, le maire Gérald Tremblay a perdu l'appui de trois conseillers de son équipe. À quelques heures de la séance du conseil municipal hier, les élus de l'arrondissement Pointe-Claire ont annoncé hier qu'ils allaient désormais siéger comme indépendants.

Les conseillers Bill McMurchie, président de l'arrondissement Pointe-Claire, et ses collègues Aldo Iermieri et Morris Trudeau, affirment qu'ils sont incapables de souscrire à la position dévoilée récemment par le chef de leur parti. Le 19 mars dernier, Gérald Tremblay, accompagné des maires de cinq villes fusionnées, avait dénoncé la promesse électorale du chef du Parti libéral du Québec (PLQ), Jean Charest, et son intention, s'il était élu, d'adopter une loi-cadre pour permettre les défusions municipales.

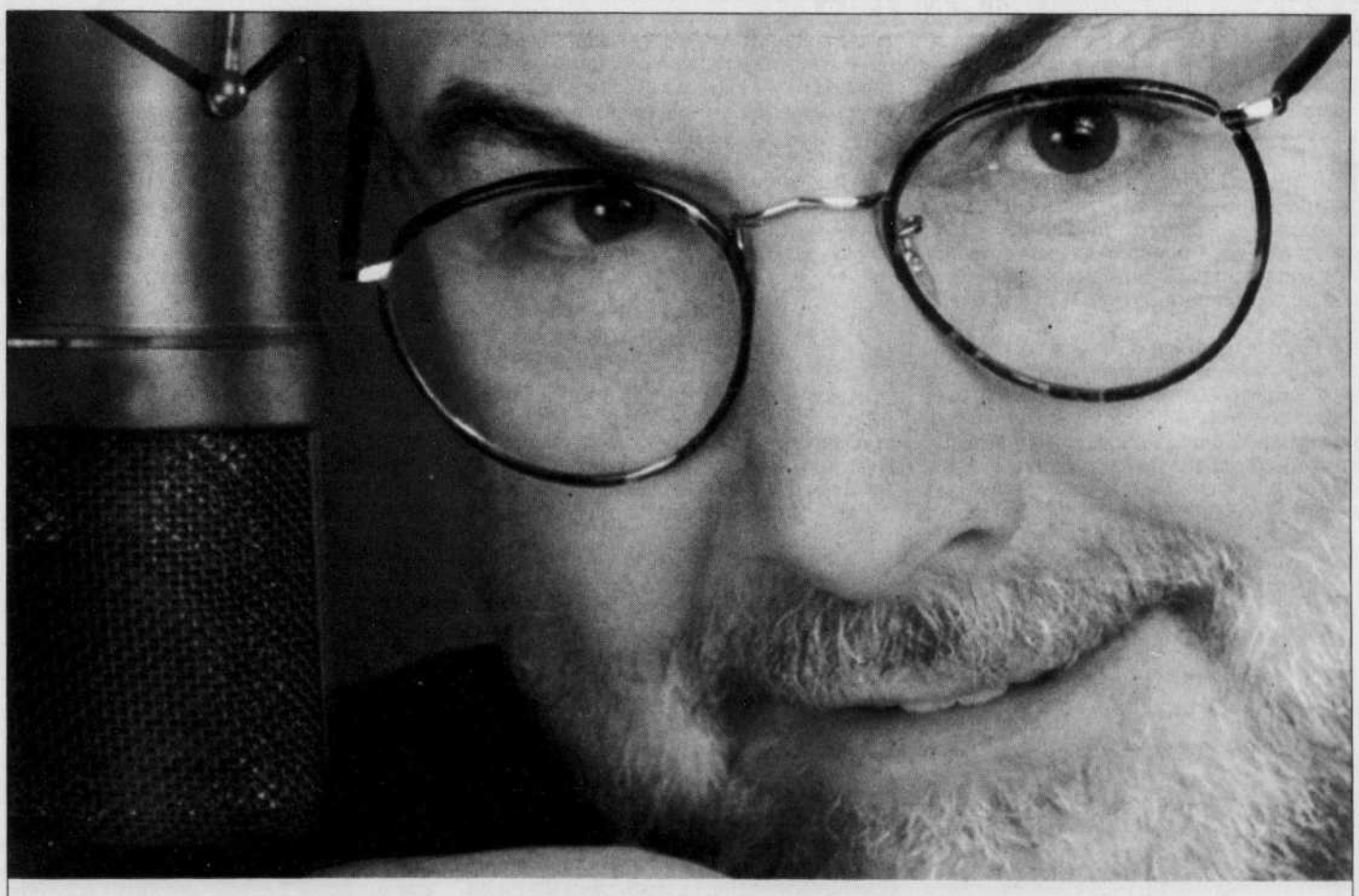
Pour les élus de Pointe-Claire, cette intervention publique constitue un changement de cap pour le parti. *«À l'automne 2001, lorsque nous nous sommes joints à l'Union des citoyens de l'île de Montréal* [UCIM], *M. Tremblay s'était clairement engagé à demeurer neutre advenant la tenue d'un débat électoral sur les défusions ou de consultations»*, a rappelé Bill McMurchie aux membres du caucus réunis hier après-midi à l'hôtel de ville.

Or, ils estiment qu'en rejetant tout débat sur la question, le maire n'a pas tenu compte du vote de confiance des électeurs de Pointe-Claire à son égard. Lors du scrutin de novembre 2001, celui-ci avait reçu l'appui de 12 034 électeurs dans cet arrondissement alors que le chef de Vision Montréal, Pierre Bourque, avait récolté 1056 voix. Et Pierre Bourque, disent-il, *«personnifiait la perte de leur municipalité due à une fusion imposée par une loi et sans consultation publique.* [...] *Ainsi, la position de l'UCIM, telle qu'énoncée par M. Tremblay, est désormais identique à la vision de Pierre Bourque. Le maire Tremblay n'est plus neutre»*, estiment les élus démissionnaires.

EN BREF

Coup de pouce à la conservation

(PC) — Le projet de création de 10 parcs nationaux et cinq aires marines nationales de conservation a obtenu un coup de pouce, hier, alors que Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien, a annoncé que 144 millions additionnels y seraient consacrés sur une période de cinq ans. Un montant de 75 millions est également destiné à la préservation de la santé des 39 parcs nationaux existants. La ministre a aussi confirmé la somme de 138 millions déjà octroyée à l'agence Parcs Canada pour les exercices 2001-2002 à 2004-2005 afin de lui permettre de renouveler ses installations patrimoniales et d'accueil des visiteurs.



RENÉ HOMIER-ROY

Votre premier contact avec l'information

5h en semaine
Réalisation : Stéphane Tremblay

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

95,1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

LA SOCIÉTÉ AMIS POUR TOI INC. a besoin de vous!

À nos jeunes sans famille et vulnérables, nous tentons de leur offrir un quotidien semblable au vôtre, au nôtre.

Pouvez-vous nous aider à réussir ?

Merci d'avance !

S.V.P. Adressez vos dons à:

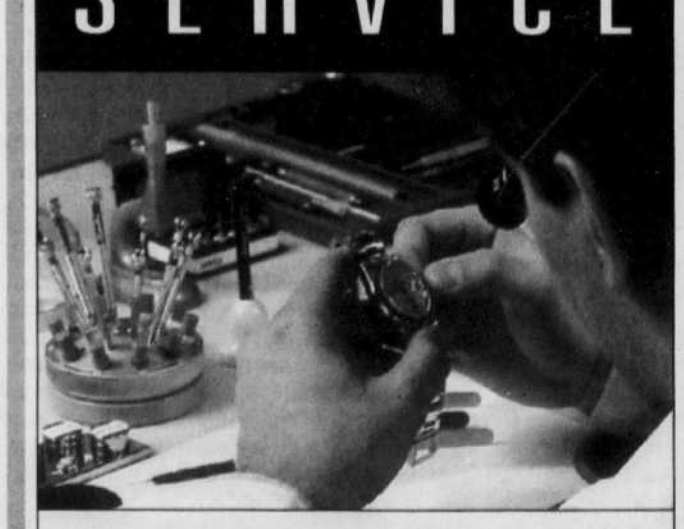
La Société Amis pour Toi inc.
a/s Soeur Thérèse Paradis
10908, av. Bellevois
Montréal-Nord (Québec)
H1H 3C9

Tél.: (514) 322-0307
Fax: (514) 329-0405

Un reçu pour fins d'impôt est disponible.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov. _____
Code postal _____ Tél.: _____

ROLEX
SERVICE



POUR GARDER VOTRE ROLEX EN PARFAIT ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, NOUS VOUS CONSEILLONS D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE TOUS LES CINQ ANS.

Bijouterie Gambard
Vente et service technique

630-A RUE CATHCART MONTRÉAL, CENTRE VILLE
(514) 866-3876

ÉDITORIAL

La pauvreté en campagne

La pauvreté hante la campagne du candidat Landry. Partout sur son passage, le premier ministre doit faire face à des militants qui l'ont choisi pour cible. Pourtant, le PQ est de loin le parti qui promet le plus pour combattre la pauvreté. Hier encore, M. Landry a fait connaître un de ses engagements en faveur des jeunes familles. Mais compte tenu du discours activiste qu'il a tenu depuis des mois, il faudrait beaucoup plus pour convaincre les groupes de lutte des bonnes intentions du premier ministre sortant.

Curieux tout de même que ce soit le Parti québécois qui fasse l'objet d'attaques incessantes de la part des organisations de lutte contre la pauvreté! Il est vrai que ces militants ont un préjugé favorable envers l'Union des forces progressistes (UFP), ce tiers parti qui tente maladroitement de profiter des retombées de la défaite péquiste de Mercier. N'empêche que, de tous les partis en présence, y compris l'UFP, c'est le PQ dont l'approche est la plus cohérente en la matière. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à faire une petite visite sur le site *www.dabordsolidaires.ca*, l'organisation dirigée par Françoise David, où sont résumées les positions des partis. Les auteurs s'y sont même amusés à calculer le nombre de fois où les mots «pauvreté», «pauvres» et «faibles revenus» se répétaient dans chaque programme. Or, tant au chapitre de l'anecdote statistique que du sérieux des mesures, c'est le Parti québécois qui l'emporte.

Jean-Robert Sansfaçon

Le Parti libéral aussi parle de pauvreté. Même s'ils sont surtout assimilés au monde des affaires, les libéraux ont toujours eu à cœur de soulager la misère. Leur programme n'aborde pas directement la question de la pauvreté (pas une fois le mot n'est utilisé), mais il avance l'idée de construire des logements sociaux et d'accroître le budget du programme APPORT qui complète le revenu des travailleurs à revenus modestes.

Quant à l'ADQ, son approche s'inspire des thèses les plus à droite: si vous faites un effort, l'État vous soutiendra, sinon, tant pis! L'ADQ propose le revenu minimum garanti selon la formule dite de «l'impôt négatif» qui élimine toute forme d'universalité dans les programmes. Puis il y a cette idée ridicule d'inciter les prestataires d'aide sociale à faire du bénévolat dans les hôpitaux, les écoles...

L'UFP, de son côté, augmenterait le salaire minimum à 10 $ et créerait un revenu minimum garanti, un vrai, inconditionnel, évidemment.

De tous les partis en présence, c'est le PQ qui remporte la palme de la cohérence et du réalisme. Plus interventionniste que les libéraux en matière sociale, le gouvernement promet un plan d'action dans la foulée de la loi adoptée en décembre, la poursuite de ses programmes de logements sociaux et de nouvelles places en garderie. Hier, accompagné notamment du candidat Camil Bouchard, des convictions sociales duquel on ne peut douter, M. Landry a annoncé l'injection de dizaines de millions supplémentaires pour soutenir les jeunes familles.

On évite de parler d'augmenter les prestations d'aide sociale et on choisit plutôt d'offrir du soutien professionnel. L'aide sociale, croit-on au gouvernement, ne doit plus être un piège d'où il est difficile de s'extraire. Évidemment, l'approche ne plaît pas aux organisations qui revendiquent des mesures d'aide financière directes, substantielles et inconditionnelles, d'où la confrontation.

Malheureusement pour lui, à moins de satisfaire à l'exigence d'une redistribution beaucoup plus poussée de la richesse des Québécois, Bernard Landry ne réussira jamais à convaincre les militants d'une certaine gauche militante que son parti partage leurs préoccupations. Mais comme il a choisi de faire de ce thème un des enjeux majeurs de la dernière année de son mandat, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même si des manifestants le suivent partout sur son passage. Lui, l'homme de gauche...

jrsansfacon@ledevoir.ca

La guerre des ondes

Entre les défilés de chars américains et les lumineuses explosions chirurgicales sur Bagdad, les images de prisonniers terrifiés ont outré les dirigeants américains, qui se sont ainsi rendu compte que le contrôle de l'information leur échappait. En effet, l'arrivée dans le décor de trois télévisions arabes, à commencer par la chaîne Al-Jazira, apporte une dimension nouvelle à la bataille des ondes, notamment par rapport à la guerre du Golfe de 1991. À cette époque, les journalistes sur le terrain étaient peu nombreux et les informations, distillées au compte-gouttes. Les morts franchissaient rarement le seuil du petit écran. Dans nos salons, cette guerre ressemblait à un jeu vidéo. Rien de tel aujourd'hui. La guerre ayant été annoncée cent fois plutôt qu'une, des milliers de journalistes ont eu le temps de se déployer dans les différents points chauds de la région, souvent sous l'œil vigilant du Pentagone.

Paule des Rivières

Mais, au ton quasi euphorique des trois premiers jours de cette guerre, a succédé, dimanche, un sentiment d'inquiétude exacerbé par la diffusion des images des dépouilles de soldats américains. La majorité des télévisions américaines ont accepté, à la demande du Pentagone, de ne pas diffuser ces images. N'empêche. Elles ont fait le tour du reste du monde. Et c'est un Donald Rumsfeld indigné, en appelant à la Convention de Genève sur les prisonniers de guerre, qui est apparu à la télévision en commentant lesdites images. Leur diffusion confirme, si besoin était, le peu de cas que fait l'Irak des règles internationales. Mais les médias américains ont eux-mêmes diffusé vendredi des images de prisonniers irakiens, sans que personne ne s'émeuve très fort. Notons aussi que Washington était beaucoup moins chatouilleux sur les articles-clés de la Convention de Genève lorsqu'il s'est agi du traitement des prisonniers faits au cours de l'intervention en Afghanistan il y a un an et demi.

Mais surtout, les images de prisonniers ne sont pas venues seules. Elles se sont additionnées à des scènes qui ne laissaient aucun doute sur les difficultés rencontrées dimanche dans les combats. Les informations touchant les bavures ayant causé la mort de soldats alliés, mais surtout celles démontrant la résistance des troupes irakiennes à des postes-clés, l'ont confirmé: la guerre contre l'Irak ne sera ni courte, ni facile. Le président Bush tente désormais de préparer les Américains à un conflit long et dur. Il n'a guère le choix: il est clair, désormais, que les images du camp «ennemi» ne se limiteront pas à de gros plans sur Saddam Hussein.

En invitant 600 journalistes à s'insérer dans des unités terrestres, sur des navires ou sur des bases aériennes, Washington a opéré un virage à 180 degrés par rapport à l'intervention en Afghanistan, alors que les reporters étaient tenus loin des combats. Mais si le gouvernement américain espérait ainsi contrôler la diffusion d'images, il se leurrait. Remarquez que, du côté irakien, le régime en place exerce un contrôle quasi total sur l'information. Mais dans le cas irakien, on ne s'attend pas à autre chose.

pdesrivieres@ledevoir.ca

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

LETTRES

La communion des «autres»

Se peut-il vraiment que l'on soit choqué de voir communier, dans des églises catholiques, des personnes appartenant à d'autres religions chrétiennes? La communion de Mme Adrienne Clarkson, anglicane, ou de M. Bill Clinton, baptiste, peut-elle vraiment être perçue comme un geste indélicat, voire irrespectueux?

Il y a 25 ans, dans un village des environs de Québec, avait coutume d'aller communier, en parfaite innocence et avec le seul désir de se joindre au reste de l'assemblée, un immigrant de fraîche date, élevé dans la religion musulmane comme d'autres dans la religion catholique. Un jour, des amis lui ont laissé entendre que la communion était en principe réservée aux catholiques. Depuis, lorsqu'il retourne dans la même église, il prie toujours le même Dieu que les fidèles qui l'entourent, sans se singulariser d'aucune façon, mais il ne s'avance plus avec eux pour recevoir l'hostie.

Et voyez-vous, pour ma part je trouve que c'est grand dommage. Il me semble que le désir d'unité, de communion avec ses semblables, même superficiel, même non informé, est un effort de compréhension et de rapprochement et, s'il est partagé, un gage de bonne entente et de paix. Si Dieu existe, si le Christ est présent dans l'hostie consacrée, il ne refusera pas de se donner à un non-catholique, à un non-chrétien qui, en communiant avec les catholiques, avec les chrétiens, veut être comme un des leurs, sans perdre son identité. Les enseignements du Christ me paraissent beaucoup plus ouverts, infiniment plus généreux que les considérations doctrinales par lesquelles on justifie l'exclusion.

Plus que jamais, à notre époque troublée, il nous faut renforcer non pas ce qui divise les êtres humains, mais ce qui les unit. Je rêve du jour où chrétiens et juifs pourront se prosterner dans les mosquées, où les musulmans seront bienvenus dans les synagogues, où catholiques et protestants trouveront naturel de chanter ensemble les cantiques et les hymnes des uns et des autres, où tous ceux qui le souhaiteront, y compris Mme Clarkson, y compris les moines bouddhistes, y compris les tièdes, y compris les non-croyants, pourront communier à une même «table». L'expérience n'aura sans doute pas la même signification pour tous — l'a-t-elle jamais eue? —, mais ça ne me semble pas une raison pour en écarter les personnes qui n'ont pas la «vraie foi», qui possèdent des convictions différentes du reste du groupe: je ne vois pas dans leur participation matière à scandale, mais à réjouissance. Car au fond nous sommes un.

Line Gingras
Ottawa, mars 2003

Vivre en français au Québec

Je suis une Québécoise d'origine colombienne. L'instabilité politique et la violence m'ont amenée à fuir le pays où je suis née. J'ai choisi le Québec comme terre d'accueil, par amour pour la langue et la culture françaises.

J'ai participé, à l'instar de plusieurs autres immigrants, aux cours offerts au Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI) de l'Outaouais. Je suis entièrement d'accord avec le fait que le Québec est et doit demeurer français. J'appuie sans réserve la loi québécoise qui oblige les enfants d'immigrants à fréquenter le système scolaire francophone. Toutes ces mesures restent à mes yeux légitimes et nécessaires. Le gouvernement québécois dépense beaucoup d'argent et d'énergie pour nous intégrer à la société d'accueil par l'apprentissage du français, et il a bien raison.

Bref, certaines personnes de mon entourage et moi partageons le projet québécois de société. Nous partageons l'amour et les inquiétudes du peuple québécois à l'endroit de sa différence, de son identité, de sa langue, de son avenir... Tout cela est très clair pour plusieurs d'entre nous.

Il y a tout de même un mais! Un mais que nous ne réussissons pas à expliquer.

Pourquoi les francophones individuellement refusent-ils d'appuyer les mesures qu'ils exigent collectivement de leur gouvernement? Pourquoi nous parlent-ils en anglais lorsqu'ils se rendent compte que nous sommes immigrants? Au dépanneur, au restaurant, à la banque, au travail, dans les centres commerciaux, dans la rue... Partout!

Pourquoi ne sont-ils pas tout simplement francophones en tout temps et en tout lieu... francophones avec tous les Québécois, qu'ils soient anglophones ou allophones, «pure laine» ou immigrants?

Bon Dieu, qu'on nous parle en français!

Rosa Amélia Sandoval
Gatineau, mars 2003

LIBRE OPINION

L'Irak parmi nous

JEAN-PAUL BRODEUR
L'auteur est attaché au Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal.

Le FBI recherche M. Adnan G. El-Shukrijumah, d'origine saoudienne, soupçonné de planifier un attentat contre la centrale nucléaire de Palo Verde, en Arizona, pour le compte d'al-Qaïda. Pour faciliter cette tâche, le FBI a aussi reçu ordre de conduire des entrevues avec les personnes d'origine irakienne séjournant aux États-Unis, afin de recueillir des indices sur les activités d'al-Qaïda dans ce pays.

On voulait au départ n'interroger que les immigrants irakiens non détenteurs de la citoyenneté américaine. D'après les dernières instructions du ministère de la Sécurité intérieure, ce sont toutes les personnes d'origine irakienne ou nées de parents irakiens qui seront contactées. Leur nombre est supérieur à 11 000 personnes. À l'évidence, ces entrevues ont moins pour but de recueillir des renseignements sur al-Qaïda que de montrer à ces gens qu'ils sont sous surveillance.

On apprenait, le 23 mars dernier, qu'un soldat converti à l'islam de la 101e division aéroportée aurait lancé une ou plusieurs grenades à l'intérieur d'un poste local de commandement au sein d'une base américaine hautement sécuritaire, dans la colonie américaine du Koweït. Cet attentat qui a fait un mort et une douzaine de blessés a eu sur les forces rassemblées contre Saddam Hussein un impact moral plus délétère que les premières victimes de la guerre, cet ennemi ayant en effet frappé de l'intérieur. Mettra-t-on sous surveillance tous les Américains convertis à l'islam?

Qu'en est-il du Canada? Accédant à une demande du Procureur général des États-Unis, notre gouvernement a accepté de déployer des agents du Service canadien de renseignement de sécurité (le SCRS) le long de la frontière, particulièrement dans les zones limitrophes des États de New York et du Michigan. Dans la région de Cornwall, un hélicoptère de la GRC surveille la circulation des motoneiges entre les deux pays. Des réserves amérindiennes comme Akwesasne, où passeraient des immigrants illégaux, sont sous surveillance accrue. Toutes ces mesures augmentent considérablement l'attente aux postes frontières.

Quelle est la conjoncture qui émerge de ces pratiques en expansion? Elle se caractérise par la confluence de la sécurité intérieure (intimider les Irakiens chez nous) et de la sécurité extérieure (leur faire une guerre «préventive» chez eux). Cette jonction du dedans et du dehors a été effectuée dans le passé. Pensons à l'internement des Japonais aux États-Unis et de membres de la communauté italienne au Canada.

La situation actuelle est profondément différente. L'ampleur des flux migratoires est telle qu'elle contraint les États à pratiquer l'intimidation par le moyen d'une surveillance agressive plutôt que par l'internement de masse. Surtout, les dangers qu'on visait à conjurer auparavant résidaient dans l'espionnage et le sabotage. Or, il faut occuper une position spécifique dans l'accès à l'information ou la chaîne de production pour être soupçonné de ces méfaits. Il en va autrement du terrorisme: toute personne est susceptible de passer à l'acte de terreur.

L'imbrication de la sécurité intérieure et de la sécurité extérieure n'est pas imputable au seul conflit avec l'Irak. Elle constitue une tendance lourde qui pose des problèmes sur lesquels il faut se pencher sans tarder.

Il se pose d'abord un problème de ressources et d'effectifs. D'après les prévisions budgétaires de 2003, le FBI compte 10 752 postes permanents d'agents. Environ 5000 d'entre eux ont été affectés aux entrevues avec les Irakiens aux États-Unis, soit presque la moitié des effectifs du FBI pour cette seule opération. Qu'adviendra-t-il de la lutte contre le crime organisé et le grand banditisme? Au Canada, le déploiement d'agents du SCRS pour la surveillance des frontières, qui ne fait pas partie de son mandat explicite, ressemble fort à un expédient d'urgence.

Un second problème tient au renseignement en matière de sécurité intérieure, qui relève surtout de l'apanage des forces policières. Dans son rapport détaillé sur l'échec de l'appareil de surveillance américain à prévenir les attentats de septembre 2001, le sénateur Shelby, le vice-président du comité sénatorial sur le renseignement, a démonté le mythe nigaud, selon lequel le renseignement policier visait la prévention future des incidents. Dans un chapitre sévère intitulé «*La tyrannie de la cause criminelle*», il a montré que toute la culture professionnelle des enquêteurs était orientée vers l'assemblage d'une preuve suffisante pour faire condamner l'accusé d'un crime antérieur et que tout ce qui ne relevait pas de la résolution d'une affaire était considéré comme sans pertinence (« *...il est devenu très clair que les policiers font de piètres analystes du renseignement*», p. 62). La coordination entre les policiers de terrain et les spécialistes du renseignement préventif ne doit pas être améliorée; il faudra l'inventer.

Enfin, les lacunes dans l'analyse du renseignement et dans l'élaboration des politiques d'intervention ont conduit les gouvernements à s'en remettre à des consultants attablés à toutes les mangeoires. L'un des faucons les plus actifs dans la guerre contre l'Irak est M. Frank Perle, le président du Defense Policy Board, dont l'influence est déterminante sur les politiques du Pentagone. Or, le *New York Times* vient de révéler que M. Perle avait accepté un forfait de 750 000 dollars américains pour convaincre le Pentagone d'autoriser la vente d'une compagnie de télécommunications en faillite — Global Crossing — à un milliardaire de Hong-Kong.

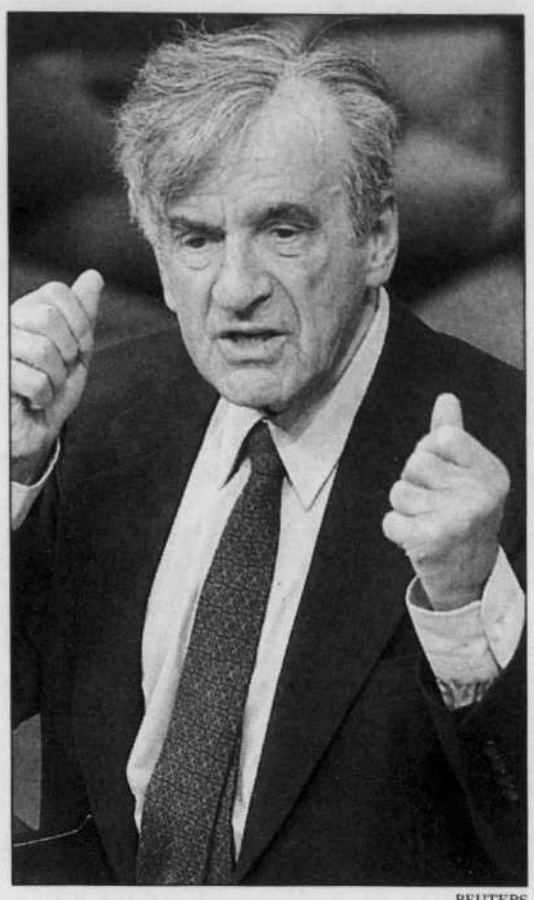
M. Perle s'étant donné aux pourceaux, à quand le transfert d'une haute technologie vers la Corée du Nord, pour bien graisser l'axe du mal dans les moyeux du Pentagone? Il monte de l'administration luxueuse de M. Bush une odeur de banane de plus en plus faisandée.

IDÉES

Le Prix Nobel Élie Wiesel se prononce

Il fallait affronter l'Irak

La paix est un choix impossible devant la force du mal



REUTERS

Élie Wiesel: «Bien que je sois opposé à la guerre, je suis favorable à une intervention quand aucune autre option n'est possible, et telle est la situation présente [...].»

Le texte d'Élie Wiesel qui suit est paru dans l'édition du 12 mars dernier du *San Francisco Chronicle*. Il a été traduit en français par Georges Leroux, qui lui répond dans une lettre que nous reproduisons ci-dessous.

ÉLIE WIESEL
Écrivain, Prix Nobel de la paix

En toute autre circonstance, j'aurais sans doute rejoint les rangs de ces marcheurs pour la paix qui, aux États-Unis et à l'étranger, ont organisé des manifestations contre l'invasion de l'Irak. Après tout, n'ai-je pas été témoin d'assez de violence, n'ai-je pas vu assez l'horreur de la guerre pour m'y opposer corps et âme? La guerre n'est-elle pas une cruauté absolue, la forme ultime de la violence? Elle engendre inévitablement non seulement la perte de l'innocence, mais aussi une tristesse et un deuil infinis. Comment ne pas refuser le choix de la guerre?

Pourtant, cette fois-ci, je soutiens la politique d'intervention du président G. W. Bush pour éradiquer le terrorisme international qui constitue, aux yeux de tous les peuples civilisés, la menace la plus grave de notre temps. Le président Bush a placé la guerre contre l'Irak dans ce contexte; Saddam Hussein est en effet le tyran impitoyable d'un État voyou qui doit être désarmé par tous les moyens nécessaires s'il ne se soumet pas entièrement aux résolutions des Nations unies qui le mettent en demeure de désarmer. Si nous refusons cette intervention, nous nous exposons nous-mêmes à des conséquences terrifiantes.

En d'autres mots, ma position est la suivante: bien que je sois opposé à la guerre, je suis favorable à une intervention quand aucune autre option n'est possible, et telle est la situation présente, en raison des louvoiements de Saddam Hussein et de sa constante procrastination.

Le passé récent nous montre que seule une intervention militaire a pu mettre fin au bain de sang dans les Balkans et détruire le régime taliban en Afghanistan. Mais il y a plus: si la communauté internationale était intervenue au Rwanda, plus de 800 000 hommes, femmes et enfants n'auraient pas péri là-bas. De même, si les grandes puissances européennes étaient intervenues pour contrer les ambitions agressives d'Adolf Hitler en 1938 au lieu de lui proposer des mesures d'apaisement à Munich, l'humanité aurait été protégée des horreurs sans précédent de la Seconde Guerre mondiale.

Ce raisonnement s'applique-t-il à la situation qui prévaut actuellement en Irak? Je crois que oui. Hussein doit être arrêté et désarmé. Même nos alliés européens qui, pour le moment, sont en désaccord avec nous, sont d'accord sur le principe, mais ils insistent pour attendre encore. Le temps joue cependant toujours en faveur du dictateur. Hussein a réussi à cacher ses armes biologiques et son but est désormais de choisir le moment et le lieu où il les utilisera. Voilà la raison pour laquelle il a expulsé, il y a quatre ans, les inspecteurs de l'ONU. S'il semble à présent offrir quelques concessions ponctuelles, ne doutons pas que ce soit parce que les troupes américaines sont massées à ses frontières.

Dans certains milieux politiques, on réclame des preuves démontrant que Hussein possède encore des armes prohibées. Certains gouvernements européens, de toute évidence, n'ont aucune confiance dans les affirmations du secrétaire d'État américain, Colin Powell, quand il dit que Hussein dispose de telles armes. Personnellement, je le crois, et voici mes raisons.

Colin Powell est un grand soldat et un homme qui n'aime pas la guerre. C'est lui qui a convaincu le président Bush père, en 1991, de ne pas entrer à Bagdad. C'est aussi lui qui a conseillé au président actuel de ne pas contourner le système des Nations unies. S'il affirme qu'il dispose de preuves du mépris criminel de Hussein à l'égard des résolutions des Nations unies, je le crois. Je pense qu'un homme d'un tel calibre ne risquerait pas sans raison son nom, sa carrière, son prestige, son passé, son honneur.

Nous savons bien, et depuis longtemps, que le tyran de Bagdad est un meurtrier qui a fait assassiner des personnes par milliers. À la fin des années 80, il a ordonné l'exécution par gaz toxiques de plusieurs dizaines de milliers de ses concitoyens. En 1990, il a envahi le Koweït. Après sa défaite, il a mis en feu ses puits de pétrole, causant par là un des pires désastres écologiques de l'histoire. Il a dirigé contre Israël des missiles Scud, alors qu'Israël n'était pas un pays engagé dans ce conflit. Il aurait dû être traduit pour crimes contre l'humanité devant les tribunaux internationaux. Le président serbe Slobodan Milosevic a été arrêté et mis en procès pour bien moins.

Il faut ajouter au dossier le récent entretien accordé par Saddam Hussein au journaliste de CBS Dan Rather. Quand je l'entends déclarer qu'en 1991 l'Irak n'a pas été défait, je m'interroge sur sa lucidité; il semble vivre dans un monde fait d'imagination et d'hallucinations.

C'est donc la question, à proprement parler cauchemardesque, de savoir ce qu'un homme pareil compte faire de son arsenal non conventionnel, qui pousse plusieurs d'entre nous, plus que jamais, à soutenir l'intervention américaine. C'est maintenant, et non pas plus tard, qu'il faut affronter ce fou; le fait qu'il dispose d'armes de destruction massive constitue la menace d'une conflagration qui pourrait s'étendre au-delà de ce que nous pouvons imaginer.

Ma position se ramène donc à ceci: nous avons une obligation morale d'intervenir là où le mal est au pouvoir. Aujourd'hui, c'est en Irak.

Lettre ouverte à Élie Wiesel

La paix ne sera jamais réelle si elle est seulement la paix du plus fort

GEORGES LEROUX
Département de philosophie, Université du Québec à Montréal

Cher Élie Wiesel,

Me souvenant de vos engagements courageux lors des guerres cruelles de Bosnie et du Kosovo et à la pensée du témoignage profond que toute votre œuvre apporte en faveur de la paix et de la justice, je n'ai pu lire le texte de votre appui à l'intervention américaine comme s'il s'agissait d'une expression parmi d'autres du soutien à la politique du président Bush. Votre position, parce que c'est la vôtre autant que par les arguments que vous formulez, m'a beaucoup troublé. Les appuis à cette politique sont rares chez les intellectuels et même ceux, au nombre desquels je me compte, qui favorisaient les interventions en ex-Yougoslavie se montrent aujourd'hui réticents, voire franchement opposés à cette intervention unilatérale. Votre voix solitaire est cependant celle du peuple américain et, à travers vous, c'est ce peuple que nous pouvons entendre, puisque 60 % de la population est favorable à la guerre. Pourquoi me semble-t-il impossible de vous suivre? Pourquoi, comme tous ces marcheurs de la paix auxquels vous avez refusé de vous joindre, suis-je incapable de m'accorder avec vos arguments?

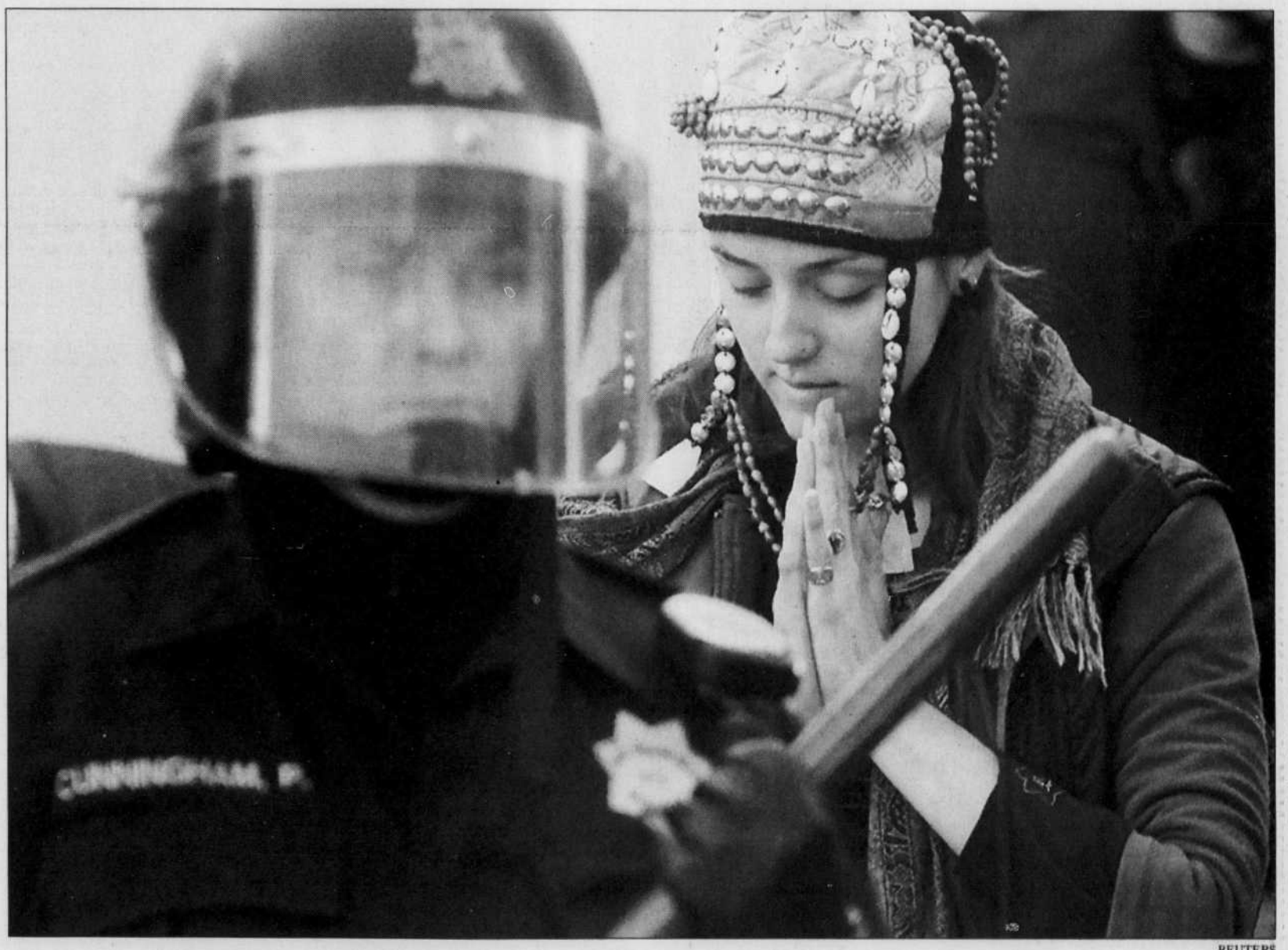
Clarifions d'abord un point pour éviter les malentendus. Personne parmi les opposants à l'intervention qui se déroule actuellement ne doute que Saddam Hussein soit le tyran et le meurtrier que vous décrivez. Personne ne doute que son peuple soit opprimé, privé de droits et exclu de la prospérité à laquelle la richesse du pétrole devrait lui donner accès. Personne enfin ne pense sérieusement que Hussein soit un enfant de chœur et que son arsenal prohibé soit entièrement détruit. Personne ne pense non plus que les intentions des États-Unis soient pures et dépourvues d'intérêts économiques. Le mal que vous décrivez est un fait, c'est le fait réel et implacable du mal tyrannique dont l'histoire du vingtième siècle, de Staline à Pol Pot, de Hitler à Ceaucescu et Milosevic, a été le terrain de déploiement le plus constant. De toute cette histoire, vous avez été et continuez d'être le témoin souffrant, la conscience en appel, et votre témoignage exige de nous que nous écoutions vos arguments.

Morale et politique

Pourquoi cette intervention semble-t-elle néanmoins à la conscience populaire des pays autres que les États-Unis une erreur? Pourquoi y a-t-il ces manifestations partout? Je ne vous opposerai pas le fait que d'autres régimes tyranniques représentent ailleurs des souffrances pires ou comparables, qui exigeraient selon votre argument une intervention similaire. Deux raisons plus précises de s'opposer à la guerre actuelle peuvent être mises en avant: l'une est morale et concerne le risque, l'autre est politique et concerne l'évolution de l'ordre mondial.

Pour les motifs mêmes que vous décrivez, quand vous évoquez le pouvoir terrifiant d'une puissance irrationnelle, disposant d'armes létales de grande puissance, ne faut-il pas, avant d'engager la guerre, tenter de mesurer les effets d'un affrontement et en particulier la somme des souffrances humaines qui en découleront? S'agissant du Moyen-Orient, une région dévastée par des guerres brutales et où on ne compte plus les camps de réfugiés, le destin des populations civiles déjà éprouvées par ces conflits, et en particulier celui des minorités comme les Kurdes qui risquent de devenir le butin vite dépecé par les forces en présence, n'exige-t-il pas de nous la plus extrême prudence?

S'agissant de Saddam Hussein et de ce que vous-même décrivez comme sa folie, ne faut-il pas éviter une situation où cette folie ne chercherait que l'occasion de s'exercer? La considération morale du risque humain semble donc ici déterminante. Qui peut mesurer en effet de manière rationnelle la déstabilisation qui découlera de cette intervention, pour ne rien dire de ses effets pernicieux sur l'évolution du conflit israélo-palestinien? Des souffrances sans nom attendent aussi bien les victimes que les masses de réfugiés qui se mettront sur les routes et les organisations humanitaires disent déjà qu'elles ne suffiront pas à la tâche.



REUTERS

Une jeune femme prie lors de son arrestation par les policiers de San Francisco au cours d'une manifestation contre la guerre en Irak. Personne parmi les opposants à l'intervention qui se déroule actuellement ne doute que Saddam Hussein soit un tyran et un meurtrier. Pourquoi, néanmoins, y a-t-il ces manifestations partout?

La raison politique me semble cependant plus déterminante. Depuis les événements du 11 septembre, Goliath blessé ne sait plus comment frapper son adversaire évanescent. Il ne peut le saisir, mais il croit cependant le reconnaître partout. La notion d'un terrorisme international correspond exactement à cela, à ce mal insaisissable et diffus, mais au lieu d'en poursuivre l'éradication par une guerre meurtrière, ne faudrait-il pas nous engager, au sein des Nations unies, dans une concertation qui serait seule capable de donner à l'action politique une légitimité substantielle? Les États-Unis, en envahissant l'Irak de manière purement préventive, le font en géant aveuglé.

La logique du terrorisme qu'ils affirment combattre affole en fait leur douleur, elle exacerbe leur ressentiment et se retournera avec plus de violence encore contre eux. Dans ce combat vindicatif, où la force militaire est le contraire de la force qui serait exigée pour investir politiquement une raison internationale, ne voient-ils pas comment ils ruinent les efforts de tous ceux pour qui la situation nouvelle du monde exige la construction d'un gouvernement universel, dont le mécanisme est d'abord la délibération et la démocratie?

La décision récente du président Bush de poser un ultimatum à l'ONU constitue à cet égard le symptôme de la résistance américaine à une évolution démocratique universelle vers la paix. Par cet ultimatum, le gouvernement américain montre non seulement sa puissance bien réelle, mais aussi sa volonté d'imposer un ordre unilatéral et dominateur. S'opposer à la guerre, c'est refuser cette imposition unilatérale par la force et les souffrances inutiles qui en découleront.

S'en remettre à la force

L'opposition à cette volonté fait l'honneur d'États comme certains pays d'Europe ou le Canada qui, en dépit de leur peu de puissance militaire, ont le courage d'affronter le géant et de tenter de le ramener à la raison. Or la raison, dans le cas présent, c'est d'abord la légitimité de la délibération des Nations unies, qui représente le seul espoir de paix et de justice dans un monde violent. Retirer sa confiance aux Nations unies, les contourner, c'est s'en remettre à la force et en cela, comme le dit si bien Jacques Derrida dans son dernier livre, montrer que la raison du plus fort peut aussi être une raison dévoyée, une raison de voyou.

Même si cette force triomphe, ce qu'elle ne peut manquer de faire compte tenu de ses moyens, elle ne s'imposera pas comme la force de la raison, elle ne trouvera pas dans son triomphe la légitimité morale et politique qu'elle devrait rechercher en premier lieu, alors que la raison, qui sera humiliée par tant de violence, continuera de gémir dans nos cœurs, réclamant l'avènement d'une conscience universelle et la confiance en la démocratie des nations réunies pour la faire advenir.

Vous plaidez pour la force contre un mal qui vous paraît autrement invincible, je voudrais plaider pour la raison. Nul plus profondément que vous n'a éprouvé dans son corps et dans son âme la violence de la guerre et, comme citoyen américain, vous avez reçu le coup brutal du 11 septembre de manière plus directe que nous tous. Et cela, nous devons le comprendre, nous devons comprendre la peur que vous exprimez autant que le désir de justice qui vous porte vers l'intervention, mais au nom de tous ceux qui manifestent aujourd'hui pour la paix, je veux tenter de vous dire que la paix ne sera jamais réelle si elle est seulement la paix du plus fort, car elle doit aussi être une paix juste et légitime. Dans la nuit où nous veillons tous, illuminée par les bombes au phosphore, je vous adresse avec le plus grand respect cette parole, mais je ne cesse pas pour autant de méditer fraternellement vos convictions.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), Jeanne Corriveau (*vigile*), Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) ; Paule des Rivières (*éditorialiste*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Josée Boileau, Julie Carpentier (*sports*), Brian Myles (*justice et faits divers*), Isabelle Paré (*santé*); Pauline Gravel (*science*) ; Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*pages éditoriales, responsable des pages thématiques*); Martin Duclos et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzzetti, Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Tommy Chouinard et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Daniel Bazinet (*responsable de la production*), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE,** Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Marie-Ève Santerre, (*coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation*), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Germain Haeck (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (*vice-président exécutif et directeur général*).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

CNN

SUITE DE LA PAGE 1

L'exercice lancé la semaine dernière n'est pas un appel d'offres: il s'agit plutôt d'une première consultation où les opérateurs publics et privés sont invités à soumettre des projets de chaînes d'ici au 22 avril, un délai assez rapide. C'est à la suite de cette consultation que le gouvernement français pourrait inviter un ou plusieurs des postulants à présenter des projets officiels.

Selon le site Internet, cette chaîne devra *«assurer une présence plus importante et plus visible de la France dans la bataille mondiale des images et contribuer au pluralisme de l'information internationale en offrant aux téléspectateurs le choix d'un regard différent sur l'actualité»*.

La zone de diffusion de la future chaîne sera prioritairement le monde arabe, l'Afrique et l'Europe. Dans un deuxième temps, une diffusion dans les Amériques et en Extrême-Orient devra être envisagée, mais ses coûts devront être évalués de manière séparée.

La zone de diffusion de la future chaîne sera prioritairement le monde arabe, l'Afrique et l'Europe

La chaîne d'information diffusera prioritairement en langue française, mais la possibilité de diffuser en anglais, en arabe et en espagnol devra également être envisagée. L'appel de projets indique que *«la cible visée doit être la plus large possible, avec toutefois une priorité vers les décideurs politiques, économiques et culturels dans les zones de diffusion* [...] *La cible jeune adulte doit également faire l'objet d'une attention particulière»*.

Il y est affirmé que *«le projet pourra bénéficier d'un soutien public, tant pour l'investissement de départ que pour son fonctionnement»*.

Ce CNN à la française devra diffuser sur différents supports, soit autant par ondes hertziennes que par satellite et par Internet.

L'annonce de ce projet suscite déjà d'intenses discussions chez les partenaires potentiels en France: il semble qu'un groupe de chaînes publiques, dont France Télévision ainsi que Radio France International, l'Agence France Presse, Arte et TV5 songent à présenter une offre ensemble, alors que la chaîne privée TF1, qui possède déjà une chaîne d'information nommée LCI, y pense également.

Cette volonté du gouvernement français survient alors que CNN, officiellement la seule chaîne mondiale d'information, est de plus en plus concurrencée, particulièrement avec le développement des chaînes d'information arabes qui, depuis les derniers jours, alimentent le monde entier d'images exclusives sur la guerre en Irak, des images qui sont d'ailleurs bien différentes de ce que les médias américains voudraient montrer.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: **www.ledevoir.com**

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone	(514) 985-3333
Par télécopieur	(514) 985-3360
Par courriel	redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone	(514) 985-3346
Par télécopieur	(514) 985-3390

La publicité

Au téléphone	(514) 985-3399
Par télécopieur	(514) 985-3390
Extérieur de Montréal	1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone	(514) 985-3344
Par télécopieur	(514) 985-3340
Par courriel	avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone	(514) 985-3322
Par télécopieur	(514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone	(514) 985-3355
du lundi au vendredi de	7h30 à 16h30
Par télécopieur	(514) 985-5967
Par courriel	abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal	1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

HUSSEIN

SUITE DE LA PAGE 1

Les Américains ont tenté de faire demi-tour lorsqu'ils ont réalisé leur erreur à la périphérie de Nassiriah, mais deux autobus bloquaient déjà leur retraite. Deux tanks et des combattants fedayin ont lancé l'attaque.

Le général Franks a minimisé les revers enregistrés ces derniers jours, qualifiant la résistance rencontrée sur le terrain de *«sporadique»* et attendue. Selon les Irakiens, 25 soldats américains et britanniques ont trouvé la mort à Nassiriah. Les États-Unis revendiquent pour leur part 3000 prisonniers irakiens.

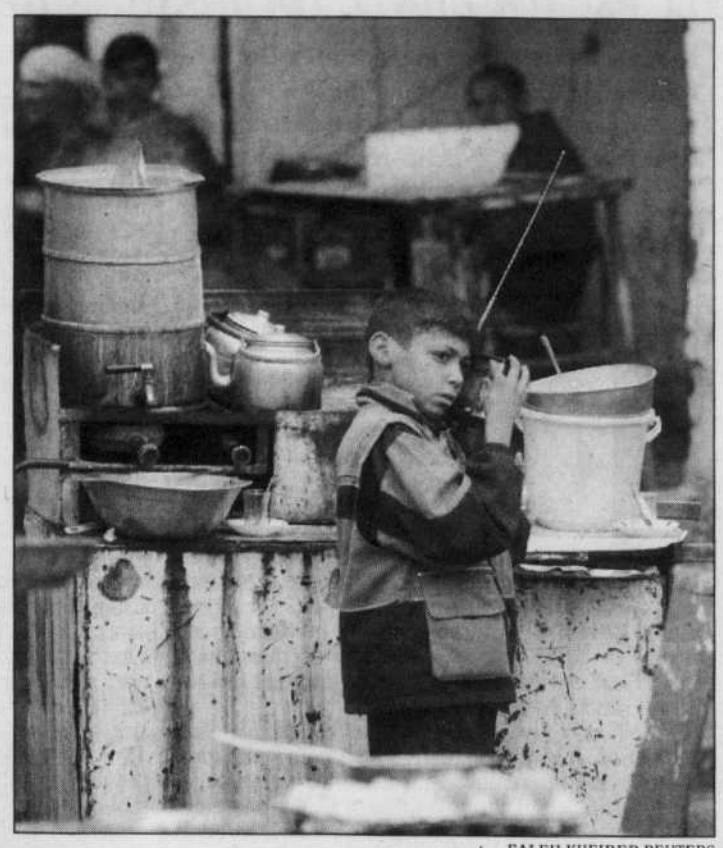
La deuxième attaque contre Nassiriah a commencé hier avec des bombardements intenses, après qu'une colonne de chars Abrams et deux colonnes de chars d'assaut amphibies eurent pris position autour de la ville, a constaté un correspondant de l'AFP. Six membres du Parti Baas ont été tués dans ces combats alors qu'ils pourchassaient les troupes américaines et britanniques, a rapporté la télévision irakienne.

L'armée américaine affirme avoir pris le contrôle de points de passage sur l'Euphrate plus au nord, à côté de Nadjaf (160 km au sud de Bagdad), mais non sans peine. Un soldat américain a été tué par balles et ses camarades lancés à la recherche de l'assaillant ont tué deux Irakiens en plus d'en capturer d'autres.

Le port d'Oumm Kasr, fenêtre stratégique sur le golfe Persique, est enfin animé par une résistance acharnée.

Les principales formations terrestres poursuivent leur marche vers Bagdad, en contournant volontairement les unités irakiennes. Le *«but essentiel»* de l'offensive est d'atteindre Bagdad *«le plus vite possible»*, a souligné le premier ministre britannique Tony Blair.

Le rédacteur en chef de la revue *Jane's World Armies*, Charles Heyman, a exprimé des réserves sur cette tactique. À mesure que la coalition progresse vers Bagdad, elle prend le risque de se couper de ses bases situées plus au sud de l'Irak. Le soldats pourraient se faire couper leurs lignes de ravitaillement par des poches de résistance dissimulées derrière la ligne de front. Ces routes constituent le nerf de la guerre. Si elles sont coupées, les troupes les plus en avant risquent de manquer de carburant et de munitions très rapidement, craint ce spécialiste des questions militaires. *«Ils ont progressé très très vite et ces lignes de ravitaillement sont certainement étirées»*, a expliqué M. Heyman à Reuters.



FALEH KHEIBER REUTERS

Un jeune garçon de Bagdad appuie son oreille contre une radio afin d'écouter le président irakien Saddam Hussein.

Cette stratégie du «plus vite possible» pourrait coûter cher, a renchéri le colonel Christopher Langton, de l'Institut international des études stratégiques. *«Je crois qu'ils sont devenus très vulnérables. Il n'y a pas assez de protection.* [...] *Il leur faudra se consolider avant de commencer à s'occuper de Bagdad*, a-t-il dit à Reuters. *Car les rues de Bagdad pourraient les contraindre au pire des scénarios: une guérilla urbaine.»*

Saddam Hussein garde la forme

À quelques heures de l'attaque terrestre contre Bagdad, Saddam Hussein s'est montré en apparente bonne forme dans une adresse aux forces armées et au peuple d'une bonne vingtaine de minutes diffusée à la télévision d'État. Dans un discours nationaliste et religieux, il a invité les Irakiens à *«œuvrer pour que le conflit soit long et lourd en conséquences»* pour les soldats américains et britanniques. *«Plus ils progressent en territoire irakien, plus ils s'enfoncent dans l'impasse.* [...] *Dieu les a humiliés et les humiliera davantage»*, a-t-il lancé sur un ton monocorde, monotone et aigre.

Saddam Hussein semblait au fait du déploiement de son armée puisqu'il a félicité la 11e division d'infanterie et notamment la 45e brigade qui se bat dans le port d'Oumm Kasr.

Le leader irakien *«a le contrôle total de ses forces armées, de son peuple et du parti Baas»*, a proclamé son vice-premier ministre, Tarek Aziz, hier soir lors d'une conférence de presse. M. Aziz, qui était lui même donné pour mort ou en fuite, a assuré que tous les dirigeants irakiens étaient sains et saufs et *«en bonne santé»*. *«La direction irakienne n'a pas été décapitée»*, a-t-il martelé dans une allusion au raid initial dirigé contre le pouvoir irakien.

Avec Agence France-Presse, Reuters*, Libération, *le* New York Times *et la BBC.

MOSES

SUITE DE LA PAGE 1

Au cœur de cette décision, qui vient tourner une page dans les rapports conflictuels entre le gouvernement québécois et les Cris, la relation d'amitié qui s'est tissée depuis quelques années entre les deux hommes — *«notre relation va très bien*, a dit M. Moses. *Et pour le futur, nous aimerions pouvoir continuer à l'entretenir»* —, mais aussi l'accord historique signé le 7 février 2002 entre les «nations québécoise et crie», entente connue sous le nom de «La Paix des braves».

«Tout ça est une suite logique et cohérente, a commenté un Bernard Landry radieux aux côtés du chef amérindien. *Nous avons établi après des années tumultueuses des relations exemplaires qui découlent directement de l'action du grand René Lévesque* [de reconnaître les droits des nations autochtones en 1985]. *Il est normal dans ces conditions de regarder ce que les partis politiques ont à offrir. Dans son intérêt et celui de son peuple, M. Moses considère que c'est le notre. C'est un geste citoyen.»*

Son appui exprimé, le représentant des Cris ne s'est pas gêné hier pour tirer au passage sur l'Action démocratique du Québec (ADQ) et le Parti libéral (PLQ) qui, selon lui, pourraient bien faire reculer les relations entre Cris et Québécois de 25 années. *«Les libéraux et les adéquistes ont annoncé le projet de Grande Baleine, qui va à l'encontre des principes sur lesquels nous nous sommes entendus avec l'entente de la Paix des Braves»*, a-t-il précisé.

Même s'il espère, après le 14 avril, retrouver ses «amis et frères» du PQ au pouvoir, Ted Moses n'a toutefois pas pour autant appuyé l'option souverainiste inhérente à la formation politique de M. Landry. *«Il s'agit ici d'une campagne électorale»*, a-t-il simplement résumé, tout en précisant être prêt à s'asseoir pour en discuter au moment opportun.

L'impact de cet appui reste encore difficile à évaluer sur les populations crie et autochtones du Québec dont le taux de participation aux scrutins électoraux est généralement faible et le vote exprimé majoritairement libéral. *«Mais le message envoyé aujourd'hui par le chef est clair*, a commenté hier, lors de l'annonce, l'avocat Roméo Saganash, du Grand Conseil des Cris: *nous avons atteint la paix et nous voulons la conserver.»* Un message que Moses a d'ailleurs l'intention de faire circuler dans sa communauté au cours des prochains jours afin, a-t-il précisé, de l'informer sur l'enjeu de cette élection.

«Cet appui est effectivement une première, a souligné M. Saganash, *tout comme l'était d'ailleurs, à l'échelle mondiale, l'entente de la Paix des Braves en matière de relation entre gouvernement et peuple autochtone. Avec cette entente, une grande partie des problèmes ont été réglés. L'appui de Ted Moses annoncé aujourd'hui est donc une manifestation de son amitié à MM. Landry et Létourneau qui témoigne aussi de son niveau de satisfaction de la Paix des Braves.»*

Interpellé à ce sujet, le chef de l'opposition, Jean Charest, a dit «respecter» l'appui de M. Moses à Bernard Landry. *«On vit dans une démocratie, et M. Moses a parfaitement le droit de se prononcer*, a-t-il dit. *Je le respecte et j'en profite pour dire que ça ne change pas d'un iota la position que je défends sur la Paix des Braves et l'approche commune.»* Approche appuyée par les libéraux au lendemain de la signature de l'entente.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard

REBELLE

SUITE DE LA PAGE 1

le Canada anglais s'est en effet beaucoup soulevé contre la guerre du Vietnam.

La nouveauté des protestations d'aujourd'hui est ailleurs: les divisions linguistiques et culturelles ont disparu. *«Ce qui frappe le plus dans les manifs de Montréal, c'est à quel point le groupe est large: les anglophones ne sont jamais descendus dans la rue en même temps que la Société Saint-Jean-Baptiste, en plus des Néo-Québécois»*, s'exclame le professeur Despland, lui-même d'origine suisse.

Ces Québécois d'autres souches — de l'ensemble de la communauté arabe aux Latinos très politisés — ont eux-mêmes souvent souffert dans leur pays d'origine et ils sont d'autant plus sensibles aux appels contre la guerre, d'où leur forte présence dans la rue.

L'argument du cosmopolitisme a toutefois ses limites. À Québec, à Alma, on a aussi manifesté. Et Montréal est bien moins diversifié que ne le sont des villes comme Toronto, où les manifestations se font anémiques, ou New York, dont la proportion de manifestants est moindre que ce que l'on observe ici.

C'est pourquoi Brian Aboud, sociologue d'origine syrienne, y va d'une explication plus fine. *«Au Québec*, dit-il, *il y a un plus grand engagement pour les questions qui touchent le Moyen-Orient, un appui pour la cause palestinienne qui est connu depuis longtemps dans la communauté arabe. Peut-être que les manifestations sont tout simplement une expression de ça.»*

Une expression facilitée par notre culture politique. D'une part, c'est un pays inscrit dans l'histoire du Québec, la France, qui s'est opposé aux États-Unis. Les médias québécois ont donc fait part des positions françaises sans état d'âme, fournissant du coup une information plus complète que ce qui circule dans le reste de l'Amérique du Nord.

Cette ouverture des médias a permis aussi de souligner les différentes facettes du conflit, dit Dario Perinetti, du département de philosophie de l'Université du Québec à Montréal. *«La démonisation fonctionne dans un contexte de manque d'informations. Ici, on n'a pas réussi à chosifier les Arabes ou à rendre leurs conflits insignifiants.»*

Les Québécois ont donc été sensibles à la souffrance des peuples arabes, non par seule compassion mais parce qu'ils en voyaient les principes politiques. Or le Québec, tous le disent, est une société plus politisée que celle de nos voisins américains ou canadiens. Peut-être à cause du nationalisme qui a rendu légitime l'expression d'opinions politiques sur la place publique, avance Brian Ayoub.

Peut-être aussi parce que le fameux modèle québécois est entièrement pétri de volonté réformiste: travailler pour le bien commun est un principe qui, au Québec, ne se revendique pas à la marge mais qui s'inscrit dans la société. La vitalité des organismes communautaires en donne un bel exemple. *«Il y a une expérience de la solidarité dans la vie politique quotidienne»*, note Dario Perinetti.

Même les grands principes abstraits peuvent ici trouver corps, souligne de son côté Michel Despland: *«Le gouvernement du Canada a appuyé le principe de l'exception culturelle dans le cadre de la mondialisation. À Toronto ou Vancouver, l'homme de la rue ne comprend pas ce dont il est question alors que les Québécois, eux, vivent tous les jours cette exception. Ça les rend très sensibles aux retombées négatives de la mondialisation.»*

Alors quand l'Empire attaque, et que c'est le voisin d'à côté, le Québécois s'inquiète. Surtout que, comme le note Jocelyn Létourneau, historien de l'université Laval, *«il n'y a guère de tradition violente ou jusqu'au-boutiste au sein de la société québécoise»*. Le guerrier, le militaire, on l'a vu, ne font pas partie de notre imaginaire.

Ce qui est valorisé par contre, c'est la figure du Progressiste: c'est même une *«marque de distinction sociétale»*, précise M. Létourneau. Au Québec, l'alternative est tranchée: être progressiste ou ne pas Être , voilà la question! Or ce progressiste croit au dialogue et à la négociation comme mode de résolution des conflits, sur la scène du monde comme chez lui.

L'autre figure prisée, c'est celle du Rebelle. Le Québécois n'est pas un révolutionnaire, mais il *«accepte mal d'être embrigadé dans une cause décidée par un Autre»*. Il s'agit là d'une *«topique centrale de l'identitaire québécois»*, poursuit l'historien. La guerre en Irak, version américaine, relèverait donc à ses yeux d'un embrigadement.

Mais, insiste M. Létourneau, ces hypothèses seraient à valider. Car ce Québécois rebelle, progressiste, amoureux de justice, ne prend pas la rue tous les jours. Des gens comme Dario Perinetti — Argentin d'origine qui a souvent manifesté à Montréal, notamment au moment de la grave crise économique qui a secoué l'Argentine — peuvent en témoigner.

Alors pourquoi là, ça marche? Peut-être parce que, cette fois, la sensibilité a rejoint une qualité exceptionnelle d'organisation? La communauté arabe montréalaise vit un contexte de mobilisation depuis la deuxième Intifada, il y a deux ans, raconte ainsi Brian Ayoub. Les manifestations actuelles ne sont que la continuité d'une contestation amorcée.

Le mouvement syndical s'est aussi fortement mobilisé, et la réponse de la base, n'ayant cessé de surprendre, a à son tour donné des ailes aux dirigeants. Et les artistes, ces Luc Picard et Dan Bigras que les Québécois aiment tant, ont donné une autre légitimité à ces mouvements: non, elles n'étaient pas réservées aux militants patentés.

Et quand en plus les Québécois se sont mesurés aux défilés du monde entier, peut-être y a-t-il eu un effet cumulatif qui a nourri le désir de recommencer, note encore M. Létourneau.

Mais chacun le répète: rien de toutes ces raisons ne vide le sens de ce qui s'est passé. Il faudrait des analyses plus fines. *«Peut-être qu'on n'a pas non plus à tout expliquer*, conclut Dario Perinetti. *Mais pour tous ceux qui ont déjà vécu une situation politique difficile, c'est incroyable comme tout ça fait du bien.»*

LE DEVOIR.com

Manchettes Dossiers Art et plaisir Le Devoir

Vous ne voulez rien rater des textes sur l'environnement ?

Créez...

votre revue de presse personnalisée.